ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

21 mai 2007
7e année
No 19

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Les USA construisent des murs autour de dix quartiers de Bagdad

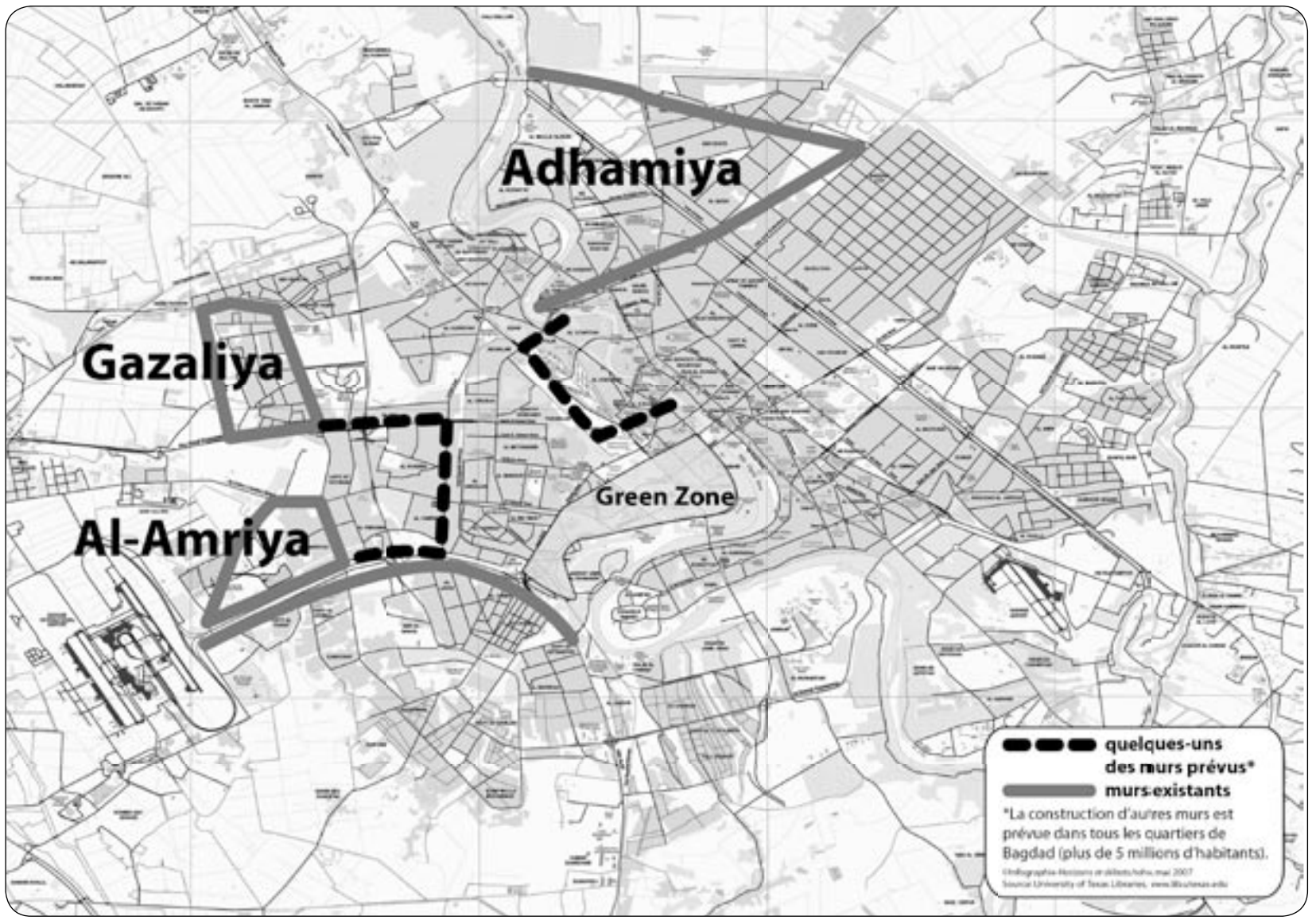
Les USA construisent des murs autour des quartiers à population mixtes (peuplés de sunnites et de chiites) et qui, jusqu'ici ne pouvaient pas être pris par les paramilitaires ou les troupes américaines. Cela se passe dans le cadre du nouveau plan de sécurité pour la capitale qui a probablement été décidé par le Pentagone il y a longtemps.

A l'aube du 10 avril, les parachutistes de l'armée américaine ont commencé à construire le premier mur autour du quartier d'Adhamiya. Selon les informations du général *John F. Campbell*, deuxième chef militaire des USA à Bagdad, dix districts de la capitale seront emmurés.[1] Des contrôles militaires vont limiter l'accès aux districts encerclés par des murs. Les habitants de ces districts vont obtenir des cartes d'identité spéciales, comme cela avait été le cas après la prise de Falloudja, en novembre 2004. Ce sont exclusivement les titulaires de ces nouvelles cartes d'identité qui vont obtenir un accès à ces quartiers de la ville. 30 des 89 districts de la capitale vont être transformés de diverses manières en «gated communities» (communautés clôturées), un terme qui avait été créé au Vietnam.[2]

Le mur qui a été déjà construit autour d'Adhamiya est d'une longueur de 5 km et d'une hauteur de 3,7 m. Il consiste en blocs de ciment dont chacun pèse 6 tonnes.[3]

Le quartier d'Adhamiya qui se trouve sur la rive gauche du Tigre dans le quartier nord-est de Bagdad était le théâtre de violents combats entre des habitants d'un côté et des paramilitaires et des troupes d'occupation de l'autre. Ce quartier est assiégé depuis plusieurs mois.[4]

Le 23 avril, les habitants des quartiers d'Adhamiya et de Medina as-Sáder ont protesté violemment contre la construction de ce rempart. Sur leurs banderoles, on pouvait lire: «Grâce à notre unité nous détruirons les murs de l'occupation.»[5] D'autres sections du mur sont déjà en construction dans d'autres quartiers, dont le district de Karrada, situé au centre-ville.



Emmurer les quartiers de résistance

Le général Campbell a déclaré qu'il s'agissait de séparer «les quartiers sunnites qui sont entourés de quartiers chiites» pour protéger les uns de l'intrusion des escadrons de la mort et protéger les autres des voitures suicides. On compte ainsi mettre fin à la violence confessionnelle. Pourtant, il s'agit surtout des quartiers mixtes qui sont touchés par la construction du mur, les quartiers qui n'ont pas encore pu être pris par les occupants. Un rapport de l'organisation *Dar Babel for Studies & Information* de Mossoul a été présenté le 24 avril. Il confirme que la construction de ce mur avait été planifiée il y a trois mois déjà. En réalité, les USA ont déjà construit des murs autour d'au moins cinq villes irakiennes: Rutba, Samarra, Tal Afar, Siniya et Mossoul.[6]

Selon cette organisation, l'approvisionnement en ciment se fait par un contrat entre *Ahmad Chalabi* (interlocuteur principal de la CIA en Irak et représentant des groupes de l'opposition à l'ancien gouvernement) et l'entrepreneur germano-israélien *Zeev Belinsky*. Celui-ci avait aussi participé à la construction des premières parties du mur en Palestine; *Totman Cement Company* appartient également à sa société.[7]

Les forces sociales, politiques et militaires qui s'opposent à l'occupation considèrent la construction de murs à Bagdad comme une mesure visant à cimenter la ségrégation religieuse dans la capitale. Elle serait un symptôme supplémentaire de l'échec de la tentative américaine de dominer la ville.[8] •

Source: Communiqué de presse de *Campaña Estatal contra la Ocupación y por la Soberanía de Iraq* du 26/4/2007, *www.iraqsolidaridad.org* (Traduction *Horizons et débats*)

1 *The Washington Post*, 23/4/2007

2 Robert Fisk, *The Independent*, 12/4/2007

3 IRIN, 23/4/2007

4 cf. *Iraq Solidaridad*: une information de CEOSI: au moins 22 morts et 105 blessés lors des attaques sur le quartier d'Adhamiya à Bagdad.

5 cf. *www.iraqsnuclearmirage.com*

6 cf. *Iraq Solidaridad:* une information de CEOSI: après Samarra, Tal Afar, Siniya et Mossoul, la 5e ville irakienne est ceinte d'un mur par les forces d'occupation.

7 Dirty Hands by Sreemati Mitter for MIFTAH

8 cf. (en anglais) par exemple le communiqué du parti Baath: *www.uruknet.de*

SOMMAIRE

Vers un «empire millénaire pangermaniste sous domination américaine» *page 2*

Contre le mauvais usage de l'uranium *pages 2–7*

La Yougoslavie en point de mire de l'OTAN *page 4*

L'Ukraine, maillon des «révolutions colorées» d'une hégémonie mondiale dont rêvent les USA *page 7*

Página hispánica *page 9*

50e anniversaire de l'appel contre l'armement atomique d'Albert Schweitzer *page 10*

Communiqué de presse

Démissionnez, Monsieur le général!

Le PS exige le départ immédiat de Christophe Keckeis

«*Christophe Keckeis* ne peut pas rester chef de l'armée. Il n'hésite pas à attiser la peur du terrorisme, se disant ‹certain› qu'un attentat va se produire en Suisse, et cela dans le but que l'armée puisse s'arroger le maintien de la sécurité intérieure», déclare le président du PS *Hans-Jürg Fehr*. Le Parti socialiste demande donc instamment au conseiller fédéral Schmid d'agir et d'envoyer le chef de l'armée en retraite.

Dans une interview à la «Zürichsee-Zeitung» du 15 mai, Christophe Keckeis, interrogé sur le risque d'attentat terroriste en Suisse, déclare: «Nous devons nous attendre à ce qu'un attentat se produise, oui, je suis sûr que cela va se passer». Sans mentionner aucun indice ni aucun élément nouveau, le chef de l'armée prédit des attentats terroristes en Suisse, semant la peur dans l'opinion. Une telle attitude de sa part est irresponsable.

Visiblement, Christophe Keckeis aimerait que l'armée s'arroge de nouvelles tâches dans le domaine de la sécurité intérieure. On sait qu'il refuse de redéfinir les tâches de l'armée en tenant compte des risques réels, et de séparer clairement la mission de l'armée de celle de la police. Voilà pourquoi il appelle ouvertement à confier de nouvelles missions civiles à l'armée: «Je ne pense pas que l'armée va exercer moins de tâches civiles de sécurité. Au contraire», dit-il dans l'interview. Pas étonnant donc que le chef de l'armée prône aussi la création d'un Département fédéral de la sécurité, au sein duquel il serait aisé de mélanger tâches civiles et tâches militaires.

L'annonce d'attentats terroristes n'est qu'une nouvelle faute dans une longue série d'erreurs de la part de Christophe Keckeis:

- Toujours dans la même interview à la «Zürichsee-Zeitung», le chef de l'armée critique la décision du Parlement, qui lui a coupé 600 millions de crédits, «sans nous dire ce que nous devons cesser de faire». Il semble avoir oublié que sa tâche n'est pas de critiquer le Parlement, mais de mettre en œuvre ses décisions.
- Dans une autre interview, il s'était immiscé dans une procédure parlementaire en cours, prenant ses distances avec la décision de la Commission de sécurité du Conseil des Etats de ne plus permettre aux soldats d'emporter leur munition chez eux, et prônant aussi au passage le maintien des armes de service à la maison.
- Après la chute d'un Tornado dans l'Oberland bernois, l'armée a fourni une piètre prestation, informant très mal la population et restant longtemps incapable de préciser les responsabilités pour l'enquête. •

Source: Communiqué de presse du Parti socialiste Suisse du 16/5/07

Vers un «empire millénaire pangermaniste sous domination américaine»

Depuis plus de 25 ans, on élabore le «nouvel ordre mondial» impérial

par Karl Müller, Allemagne

En 1937, il y a 70 ans, *Adolf Hitler* était un chef d'Etat «estimé» en Allemagne et dans un certain nombre d'autres pays. Il avait abrogé arbitrairement toutes les conditions restrictives du Traité de Versailles pour l'Allemagne (avec la caution des gouvernements britannique et américain), avait réduit le nombre de chômeurs avant tout grâce à une énorme production d'armement, massivement réarmé la puissance militaire allemande, occupé la Rhénanie auparavant démilitarisée, veillé au «calme et à l'ordre» dans le «Reich» et même organisé des Jeux olympiques. Un an plus tard, d'autres «succès» ont suivi: l'annexion de l'Autriche obtenue par la menace de la force et l'occupation des territoires sudètes en Tchécoslovaquie par des méthodes encore plus brutales. Le ministre de la Propagande du «Reich» *Joseph Goebbels* avait fait du bon travail et contribué de manière substantielle à ce que l'aura d'un immense succès pacifique entoure le régime d'Hitler et que le «mythe du Führer» devienne de plus en plus crédible. Même des groupes de résistants influents issus de l'Armée et de l'administration qui voyaient venir la catastrophe et voulaient priver Hitler de son pouvoir se sont résignés et ont abandonné leurs projets suite à la signature des Accords de Munich en 1938.

Mais à l'époque, presque plus personne ne parlait du prix et des nombreuses victimes de la dictature.

Quelle est la situation aujourd'hui, 70 ans plus tard? Toute comparaison historique est boiteuse. Pourtant, certaines ressemblances sont tellement frappantes qu'on ne peut s'empêcher d'y réfléchir sérieusement.

Angela Merkel, présidente arrogante et autoritaire du Conseil de l'UE

La chancelière allemande *Angela Merkel* semble être portée par une vague d'approbation. C'est du moins ce que les médias veulent nous faire croire. Leurs commentaires sont presque sans exception très positifs et la décrivent comme une femme dynamique et efficace qui sait gagner la sympathie des dirigeants de ce monde. Le taux de chômage officiel baisse, l'économie est en pleine expansion, les chiffres de la croissance sont corrigés à la hausse, les profits atteignent des records, l'Allemagne est championne des exportations, on parle de quelque 200 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires par rapport à celles prévues. Mme Merkel tutoie et embrasse les puissants de ce monde, notamment *Bush*, le Président des Etats-Unis et *Olmert*, le Premier ministre israélien, deux dirigeants qui mènent une politique belliqueuse. Angela Merkel est une présidente du Conseil de l'UE arrogante et autoritaire et elle préside en outre le sommet du G8.

Sarkozy, l'«Américain français»

Maintenant, en plus, *Nicolas Sarkozy*, l'«Américain français», néolibéral et néoconservateur, candidat préféré de Mme Merkel, a été élu Président de la France. Pendant la campagne électorale, il avait réfréné son agressivité, avait flatté tout le monde. Mais dès le soir de son élection, il a fait savoir que les Etats-Unis pourront compter sur lui, que la France sera toujours à leurs côtés quand ils auront besoin d'aide.

Sur un point, il a toujours été clair lors de sa campagne électorale: il n'y aura pas sous sa présidence de nouveau référendum sur le Traité constitutionnel pour l'Europe. Les politiciens et les médias allemands s'en réjouissent. Maintenant, Angela Merkel croit pouvoir réaliser ses projets: placer sous tutelle les peuples européens, détruire les restes de démocratie et de souveraineté dans les Etats de l'UE, enserrer celle-ci dans un corset néolibéral, l'entraîner dans les projets de guerres néoconservateurs et en faire le plus puissant vassal des Etats-Unis. Les projets allemands pour un Traité constitutionnel pour l'Europe ne prévoient ni plus ni moins qu'un Reich pangermaniste sous domination américaine.

Martin Schulz, par exemple, membre SPD (parti social-démocrate) du Parlement européen, a déclaré ouvertement (*Deutschlandfunk* du 7 mai) que le terme de «Mini-traité» créé par Sarkozy est dû uniquement à la situation intérieure de la France et que les travaux qui sont effectués à Bruxelles et à Strasbourg vont dans une autre direction. *Andreas Schockenhof*, son collègue de la CDU (Union chrétienne-démocrate), a confirmé ces propos (également sur *Deutschlandfunk* du 7 mai): Il va de soi qu'il n'y aura pas de nouveau référendum à ce sujet en France. En élisant Sarkozy, les Français ont approuvé tous ses projets politiques.

Le ministre allemand de l'Intérieur *Wolfgang Schäuble* va dans le même sens (*Deutschlandradio Kultur* du 7 mai): Sarkozy a, «lors de sa campagne électorale, pris clairement position sur les questions touchant à l'Europe. Aucun Français ne peut dire: nous ne savions pas, nous ne voulions pas cela.» Quant aux nouveaux rapports de la France avec les USA, il déclare: Sarkozy «a pris position pour un renforcement du partenariat entre l'Europe et les Etats-Unis. […] C'est exactement la position du gouvernement fédéral et là aussi, nous avons dorénavant de meilleures chances.»

La victoire électorale de Sarkozy est célébrée par les médias allemands comme un «triomphe»

Ici également, les critiques sont absentes de la plupart des médias. La victoire de Sarkozy – qui a peu à voir avec les qualités du candidat mais beaucoup avec une énorme mise en scène sur le modèle de celle des agences de communication lors des élections électorales américaines (*Spiegel online* parlait le 7 mai d'un «emprunt au répertoire des néoconservateurs américains») – a été célébrée par les médias allemands comme un «triomphe» après que des quotidiens français aux mains de milieux financiers et de grands groupes, comme «Le Figaro», eurent abandonné toute la réserve journalistique requise et écrit dans le style d'un Goebbels: «Quelles victoire! Quel élan! Ce triomphe marquera durablement l'histoire du pays.»

L'expérience yougoslave était différente du socialisme soviétique et du capitalisme américain

La politique de Merkel en 2007 a des antécédents. Ceux-ci commencent dans les années 70 et 80 du siècle dernier lorsqu'il s'avéra que l'ordre économique et politique de l'après-guerre ne pouvait plus être maintenu suite au désastre américain de la guerre du Viêt-Nam. Ils ont trouvé leur apogée dans la dissolution de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie et dans la tentative simultanée des USA de soumettre le monde entier au «nouvel ordre mondial», pour lequel la Convention européenne s'était également engagée.

A ce propos, le traitement de l'ex-Yougoslavie – Etat multinational qui avait tenté avec un certain succès, grâce à l'autogestion, une autre voie que celles du socialisme soviétique centraliste et du capitalisme américain – est caractéristique. C'est au cours des années 80 déjà qu'a commencé l'œuvre de destruction dans le pays qui est tombé dans le piège de l'endettement dicté par les milieux financiers américains et fut poussé dans l'abîme par l'énorme charge des intérêts croissants. Ceux qui désirent connaître les détails sont invités à lire le chapitre intitulé «Démantèlement de la Yougoslavie, recolonisation de la Bosnie-Herzégovine» dans l'ouvrage de *Michel Chossudovsky* paru en français en 2004 et intitulé «Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial» (ISBN 2-921561-83-2). La Yougoslavie devait être démantelée, intégrée à la zone d'influence germano-américaine et soumise entièrement aux intérêts économiques et financiers internationaux. L'Allemagne et les Etats-Unis en ont pris le commandement.

Destruction voulue et programmée de la Yougoslavie

Dans ses livres «Kriegstrommeln. Medien, Krieg und Politik» [Propagande belliciste – médias, guerre et politique] (paru en 1996 mais malheureusement épuisé) et «Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod» [Opération Balkans, propagande en faveur de la guerre et de la mort] (ISBN 3-8329-1900-7, paru en 2006, écrit en collaboration avec *Jörg Becker*), *Mira Beham*, spécialiste des Balkans, journaliste et diplomate de l'OSCE vivant aujourd'hui à Vienne, montre de manière précise comment les médias et avant tout les agences de communication américaines ont réussi à détourner l'attention des véritables

Suite page 3

Contre le mauvais usage de l'uranium

Information sur les travaux du World Depleted Uranium Centre

par Albrecht Schott, bio-chimiste, président du WODUC

Le Mal

Un homme – c'était encore tout à fait inoffensif –
Expliqua les quanta (entreprise difficile!).
Un second, qui explorait l'univers, étudia la relativité.
Un troisième supposa, encore innocemment,
Que l'uranium recelait un secret.
Un quatrième ne put résister à l'idée
De la fission nucléaire.
Un cinquième – pure activité scientifique –
Déchaîna la force atomique.
Un sixième – également de bonne foi -
Voulut l'exploiter, mais à des fins pacifiques.
Ils étaient tous innocents:
Qui pourrait les condamner individuellement?
Est-ce seulement le septième, qui imagina les bombes,
Le huitième, qui les fabriqua,
Est-ce celui qui les largua
Qui fut le plus nuisible?
On ne mettra jamais la main sur le Diable
Qui était là dès le départ.

Eugen Roth, écrivain (1895–1976)

Résumé

Des dizaines de milliers d'anciens combattants et d'innombrables habitants des régions en proie à la guerre en Irak, en Afghanistan, en Bosnie, au Kosovo ont été irradiés à la suite des opérations militaires.

Bien qu'on n'ait pas utilisé d'armes nucléaires «classiques», soldats et population ont subi une contamination radioactive car les armes modernes antichars et antibunker contiennent de l'uranium appauvri (UA). Cela tient au fait que la masse spécifique élevée de l'uranium leur confère une force de pénétration extrêmement puissante en comparaison de celle des armes constituées d'autres matériaux. C'est pourquoi les munitions à l'UA sont très appréciées des militaires. Et l'industrie nucléaire en profite également car l'UA est un déchet provenant de la fabrication du combustible des centrales nucléaires et de l'uranium destiné aux armes.

Toutefois, lorsque la poussière d'UA est inhalée par l'homme, elle a des effets extrêmement destructeurs. En effet,

- l'uranium est soluble dans l'eau,
- chimiquement toxique,
- et radioactif.

La radioactivité et la toxicité chimique endommagent les cellules et le matériel génétique.

Pendant les opérations militaires en Irak, en Afghanistan, en Bosnie et au Kosovo, des milliers de tonnes de munitions à l'UA ont été tirées et l'UA qu'elles contenaient a été libéré. Les hommes, les animaux et les plantes ont été contaminés et le seront encore longtemps.

- Au moment de l'impact, les munitions à l'UA dégagent de très fines poussières toxiques et radioactives qui continuent de se propager après les combats.
- Même lorsque les munitions à l'UA «ne font que» reposer sur le sol, elles se décomposent lentement et leur contenu toxique pénètre dans le sol et la nappe phréatique (solubilité).

Les conséquences dramatiques aussi bien pour les anciens combattants que pour la population des régions ayant subi la guerre sont:

- des dommages dus à l'irradiation, qui entraînent une quantité de graves maladies;
- une augmentation des malformations congénitales chez les nouveau-nés et des dommages génétiques qui se transmettent aux générations suivantes.

Mais ce ne sont pas seulement les anciens combattants et la population des régions ayant subi la guerre qui sont touchés. On sait maintenant qu'il faut parler de contamination mondiale.

En effet, il est prouvé que les poussières toxiques et radioactives d'UA se répandent dans l'atmosphère et atteignent les régions éloignées des zones de guerre. En outre, il existe dans de nombreux pays, p. ex. en Allemagne, une série de terrains militaires qui ont été contaminés par l'utilisation de munitions à l'UA.

Pour éviter que l'on continue de polluer la planète, le *World Depleted Uranium Centre (WODUC)* que je dirige lutte contre la poursuite de l'utilisation civile et militaire de l'UA. Le WODUC est un organisme scientifique sans attaches gouvernementales qui dépend des dons d'individus et d'organisations qui lui sont favorables. Un soutien gouvernemental ou industriel est absolument exclu.

Ce que la science nous apprend sur l'UA

L'uranium est un métal lourd. D'une masse atomique relative généralement de 238, c'est l'élément chimique le plus lourd qui existe à l'état naturel. L'uranium naturel est un mélange de différents isotopes:[1] 99,3% d'uranium 238, 0,7% d'uranium 235 et 0,006% d'uranium 234. Seul l'isotope 235 est utilisé pour les bombes et le combustible des centrales nucléaires. Pour faire fonctionner une centrale ou faire exploser une bombe nucléaire, l'uranium 235 doit avoir des concentrations plus élevées que l'uranium naturel.

On appelle enrichissement la concentration de l'uranium 235. Le processus d'enrichissement produit des déchets sous forme d'uranium appauvri (UA) qui consistent presque exclusivement d'uranium 238. De 8 kilos d'uranium naturel on tire 1 kilo de combustible de centrale nucléaire et il reste 7 kilos de déchets constitués d'UA. Pour fabriquer une bombe nucléaire, il faut de l'uranium hautement enrichi. Ici, pour 1 kilo d'uranium destiné aux bombes, on obtient environ 100 kilos d'UA, ce qui représente environ 3 millions de tonnes dans le monde entier.

L'UA possède 6 propriétés importantes:

1re propriété: L'UA est extrêmement lourd. Sa densité est de 19,2 g/cm³, si bien qu'il est 1,7 fois plus lourd que le plomb. Il est donc particulièrement indiqué pour les armes antibunker. En outre, il connaît quelque 700 utilisations civiles différentes, notamment celle de contrepoids pour les avions.

2e propriété: L'UA est soluble dans l'eau, si bien que même les restes de munitions à l'UA qui traînent sur le sol sont attaqués par l'eau et l'UA pénètre dans le sol et la nappe phréatique puis, finalement, dans la chaîne alimentaire.

Ainsi, à raison de 3900 tirs à la minute, l'avion de chasse A-10 «Phacochère» disperse dans l'environnement de grandes quantités d'UA. 99% des munitions ratent leur cible et pénètrent dans la terre. Un rapport du *Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)* constate qu'en Bosnie, les mu-

Suite page 3

«Vers un ‹empire millénaire …›»
suite de la page 2

raisons du démantèlement de la Yougoslavie en construisant un mythe: celui des «mauvais» Serbes qui foulent aux pieds toutes les valeurs humaines, dont les victimes innocentes sont tous les autres peuples yougoslaves et contre qui, pour cette raison, la partie «civilisée» de l'humanité doit intervenir.

Les conséquences de ces mensonges sont incommensurables: les morts et les blessés des différentes guerres et un pays contaminé par les armes à l'uranium; la Slovénie supposée indépendante qui a dû se plier aux injonctions de l'UE; la Croatie qui est en train de subir le même sort; la Bosnie qui n'est pas encore en paix: elle est toujours dirigée, presque 15 ans après la guerre, essentiellement de l'extérieur; un Kosovo dont la situation est encore pire; un Monténégro dont les richesses sont entre les mains de milliardaires russo-américains; la Macédoine doit mendier pour obtenir des investissements étrangers et reste un baril de poudre auquel on a déjà essayé une fois de mettre le feu. La Serbie continue d'être humiliée, la propagande des agences de communication se poursuit, jusque dans les émissions d'informations allemandes. Le 8 mai, par exemple, *Deutschlandfunk* a annoncé qu'un «ultranationaliste et extrémiste» avait été élu président du Parlement serbe (notez bien: élu!). Pourquoi «extrémiste»? Le parti de l'élu suivrait «la tradition de l'ancien président Milosevic» et refuserait «une adhésion à l'UE et à l'OTAN» (sic!).

Chaque mouvement vers la dignité et la souveraineté est étouffé au moyen de la propagande: la Yougoslavie doit rester un pays occupé aussi bien économiquement que militairement: l'immense base américaine *Camp Bondsteel*, dans le sud du Kosovo, a été planifiée pour des décennies. De même, le plan *Ahtisaari*, très controversé, n'est pas favorable à un Kosovo indépendant, il veut le mettre sous la tutelle de l'UE et de la KFOR.

C'est ainsi que se font les «révolutions»

En Serbie, en 2000, un an après la guerre, on a réussi à renverser le gouvernement d'alors en «prenant d'assaut le parlement». Ce qui ressemblait au premier abord à un soulèvement populaire s'avéra plus tard être un coup d'Etat conduit et financé par des organisations américaines.

Des procédés semblables ont pu et peuvent être observés dans d'autres Etats d'Europe de l'Est. Des organisations américaines, fondées avant tout au cours de la première moitié des années 80 – donc avant la venue au pouvoir de *Gorbatchev* – avaient et ont toujours pour mission de créer une opposition contre tout gouvernement hostile au «nouveau Reich» et de le doter de tout le nécessaire. Ainsi, «Freedom House» (créé en 1941 déjà, siège principal à Washington et agences dans le monde entier), le «National Democratic Institute» (créé en 1984, fondation du parti démocrate, siège à Washington, présidente: *Madeleine Albright*, ancienne Secrétaire d'Etat américaine favorable au massacre de nombreuses personnes en Yougoslavie et en Irak), l'«International Republican Institute» (créé en 1983, fondation du parti républicain, siège à Washington), le «National Endowment for Democracy» (fondé en 1983, siège à Washington, financé principalement par le ministère des Affaires étrangères) ou la «Soros Foundation» et son «Open Society Institute» (créés respectivement en 1984 et en 1993 par le spéculateur milliardaire *George Soros*, siège principal à New York, agences dans le monde entier).

Il faut en effet que cela fonctionne selon le principe que *Walter Ulbricht*, homme du Komintern, avait déjà formulé à son retour de Moscou pour la zone d'occupation soviétique après 1945: «Tout doit avoir l'air démocratique, mais nous devons tout contrôler.» En novembre 2005, *Der Spiegel* (n° 46), dans un article qui était le résultat d'enquêtes approfondies et qui n'a rien perdu de son actualité, a décrit les activités de ces institutions et de leurs collaborateurs dans les Etats concernés et a parlé de «Révolution S.à.r.l.»

Ce que Napoléon et Hitler n'ont pas réussi doit désormais être atteint par «de nouvelles méthodes»

Des agences de communication se chargent de la propagande avant et pendant ces activités «révolutionnaires»: *Ruder Finn, Watermann Associates, Jefferson Waterman International, Hunton &Williams, The Washington International Group* etc. Le gouvernement américain apporte sa contribution avec des milliards de dollars: au premier rang, l'Agence américaine pour le développement international (USAID), qui cette année encore, doit dépenser, selon un document officiel, dans le cadre du «Freedom Support Act», 441 millions de dollars pour «assister les Etats indépendants de l'ancienne Union soviétique» (USAID Budget. Account Overview: Assistance for the Independent States of the Former Soviet Union, *www.usaid.gov/policy/budget/cbj2007/an/freedomsa.html)*.

En s'efforçant d'observer attentivement et d'écouter sur place les personnes concernées, on reconnaît sans peine les résultats de cette nouvelle «liberté». On y trouve, en réalité, ni plus de liberté et de souveraineté, ni plus de démocratie, ni plus de prospérité, ni plus de justice sociale. Au lieu de cela apparaissent de nouveaux Etats vassaux qui ont échangé l'emprise soviétique contre celle des Etats-Unis, de l'UE et de l'OTAN et sont exploités par la haute finance et les multinationales et sacrifiés au désir des puissances «occidentales» de décaler leur front militaire vers l'Est.

Le but stratégique – malheureusement beaucoup trop d'indices vont dans ce sens – est de vaincre une Russie qui aspire à jouer un rôle autonome dans le monde. Ce que *Napoléon* et *Hitler* n'ont pas réussi doit être atteint avec de «nouvelles méthodes»: la Russie et ses énormes richesses en matières premières doivent être intégrées au domaine hégémonique de l'Occident.

Bombarder la Russie de propagande jusqu'à ce qu'elle cède

Pour ce faire, la Russie doit être bombardée de propagande jusqu'à ce qu'elle cède. Cela se produit depuis des années déjà et comme les dirigeants de l'Etat russe ont compris et ne disent pas «merci» mais crient «stop!» et appellent un chat un chat, on renforce la propagande.

D'abord, il faut nuire à la réputation de l'adversaire. Un des thèmes essentiels de la désinformation est que la Russie est un pays de catastrophes permanentes. Pensons aux gros titres de nos journaux: catastrophe du sous-marin nucléaire «Koursk», catastrophes dans les mines, incendies, catastrophe écologique, catastrophe humanitaire, catastrophe de l'alcoolisme, du sida, etc.

Des problèmes, importants certes, mais que rencontrent presque tous les pays, aggravés par les conditions que la Russie connaissait en 1991 et qui ont pris des dimensions tout à fait catastrophiques avec le capitalisme sauvage des dix premières années ayant suivi la dissolution de l'Union soviétique, sont amplifiés et cela généralement pas dans l'intention d'aider, mais dans celle de faire du mal. C'est avant tout la politique russe actuelle qui est discréditée, mais un certain racisme transparaît continuellement. Ne parlait-on pas autrefois des «sous-hommes slaves» qui n'étaient pas mûrs pour les conquêtes de la civilisation, alors que les Russes sont un peuple civilisé dont l'histoire remonte à plusieurs siècles, même si elle a souvent été très douloureuse.

«Nombre de victimes comparable à celui des deux guerres mondiales»

L'objectif principal de cette campagne de désinformation est d'apaiser les inquiétudes dues aux installations militaires des Etats-Unis et de l'OTAN dans les pays d'Europe de l'Est toujours plus près de la frontière russe (missiles en Pologne, systèmes radar en République tchèque, bases militaires en Bulgarie et en Roumanie) et d'imputer aux responsables russes des obsessions et des «théories du complot» lorsqu'ils réagissent à ces menaces. Une affirmation particulièrement stupide est la suivante: «La Russie ne peut que se réjouir que l'OTAN se rapproche de plus en plus de ses frontières. Car ainsi, un havre de liberté et de démocratie avance toujours plus». Les médias des pays germanophones reprennent avec constance l'insinuation que la Russie souffre d'obsessions, par exemple la «Neue Zürcher Zeitung» dans plusieurs articles concernant le bouclier antimissile ou le magazine d'information allemand *Focus* («Les propos bizarres du petit Poutine», édition du 2/4/07). C'est là une des astuces les plus méchantes de la politique de force qui consiste à mettre en doute la capacité de perception de ceux qui sont manifestement dans la ligne de mire.

Le premier «Reich millénaire» pangermaniste a duré 12 ans. Il s'est achevé par une guerre effroyable qui a dévasté une grande partie de l'Europe et d'autres parties du monde et fait plus de 50 millions de morts.

Chacun doit s'alarmer quand un représentant du «Nouvel empire», notamment le lord britannique *Arthur George Weidenfeld,* déclare qu'on devrait, le cas échéant, mener à nouveau des guerres qui «entraîneront un nombre de victimes comparable à celui des deux guerres mondiales» et quand ce genre de propos paraissent dans les colonnes d'un des plus grands quotidiens allemands («Die Welt» du 25/1/06). •

«Contre le mauvais usage de l'uranium»
suite de la page 2

nitions à l'UA ont, depuis la guerre, perdu 25% de leur poids. Ces 25% sont en route vers nos assiettes (cycle écologique). Le PNUE demande une surveillance de l'eau potable.

3e propriété: L'UA est pyrophore. En pénétrant dans un blindage, un projectile à l'UA provoque d'énormes pressions et dégage des températures très élevées. L'UA s'enflamme et brûle à 3000° C. A ce moment-là se forment d'une part des particules extrêmement fines d'oxyde d'uranium d'un diamètre de 0,001 à 0,1 µm (c'est-à-dire de 0,001 à 0,1 millionième de mètre) et d'autre part, en raison des températures élevées, tout un cocktail de substances hautement toxiques et cancérogènes qui sont dues à la combustion de l'«intérieur» du blindé touché. Ce cocktail chimique se dépose sur les particules d'oxyde d'uranium.

Les particules de cette taille se comportent comme des gaz, c'est-à-dire qu'elles pénètrent dans notre organisme par l'air inhalé ou la nourriture consommée non seulement à l'endroit où elles se sont formées mais, entraînées par les courants atmosphériques, elles se propagent sur toute la planète. Ainsi, le PNUE a trouvé de l'UA à des endroits où il n'y avait pas eu de combats.

Environ 40% de la poussière d'oxyde d'uranium sont solubles dans l'eau. Le reste est constitué d'UA céramique non soluble dans l'eau. Cet UA céramique est stocké par l'organisme et libère constamment de l'UA qui pénètre dans le métabolisme.

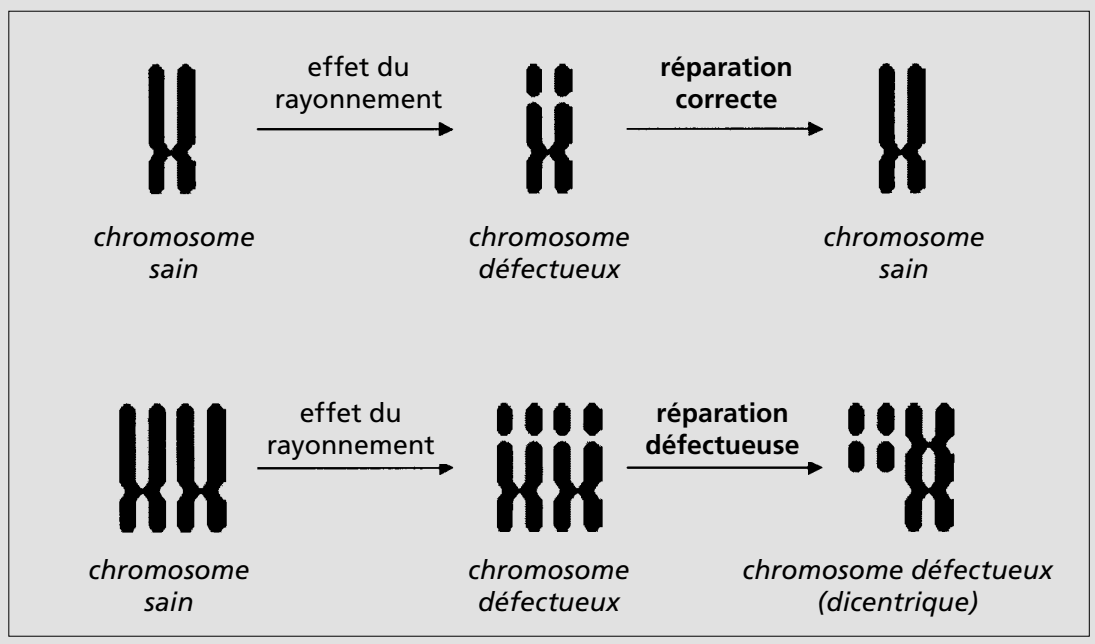
4e et 5 propriétés: L'UA présente une toxicité chimique et radiologique. L'uranium est un élément chimique à deux «visages», à deux propriétés: d'une part la toxicité chimique qui provient de l'enveloppe de l'atome d'uranium et d'autre part sa radioactivité, qui provient du noyau de l'atome (représenté sous la forme d'une petite boule en son milieu).

La toxicité chimique comprend notamment l'atteinte des globules blancs qui provoque une leucémie, celle des globules rouges à la suite du remplacement des molécules de fer dans l'hémoglobine, l'atteinte des cellules nerveuses (une forte proportion d'anciens combattants ont des difficultés à trouver leurs mots et des problèmes de mémoire), des lésions du fœtus, le développement d'une hydrocéphalie chez les adultes. Le syndrome de la guerre du Golfe comprend plusieurs dizaines de tableaux cliniques. Et il ne faut pas oublier que l'UA réduit, paralyse, voire tue la créativité de l'homme.

A tout cela s'ajoute la radiotoxicité de l'UA, c'est-à-dire la toxicité produite par la désintégration des noyaux atomiques et l'émission de particules alpha (radioactivité). Ces particules font l'effet de petits projectiles et peuvent détruire des molécules vitales de l'organisme. L'effet le plus grave des radiations s'exerce sur le matériel génétique: elles peuvent briser des chromosomes et comme la cellule se trompe parfois lors de leur réparation, deux parties peuvent se trouver réunies en position inversée.

6e propriété: l'UA a une demi-vie de quelque 4,5 milliards d'années. Comme nous l'avons déjà dit, l'UA émet un rayonnement alpha provenant de la désintégration des noyaux atomiques. Le problème se résout certes de lui-même, mais après x milliards d'années! En effet, une demi-vie de 4,5 milliards d'années signifie qu'au bout de ce laps de temps, la moitié seulement de tous les atomes d'uranium sont désintégrés. L'autre moitié continue d'être radioactive et au bout de 4,5 milliards d'années environ la moitié de cette moitié se sera désintégrée, et ainsi de suite.

Dans les zones gravement contaminées, l'UA extermine durablement toute vie.



Effets de l'utilisation de l'UA sur la santé

Dès que l'UA a pénétré dans l'organisme humain par inhalation, ingestion de nourriture ou par des blessures, il peut développer ses effets toxiques, chimiques et radiologiques. Ainsi les particules inhalées se déposent sur les cellules sanguines et peuvent y pénétrer. Selon un ouvrage publié par l'Armée américaine(!), l'UA peut même remplacer le fer des molécules d'hémoglobine des globules sanguins, qui est très important pour le transport de l'oxygène.

Comme, en définitive, toutes les parties de notre corps sont alimentées par notre sang, l'UA parvient dans les moindres recoins tel un «passager clandestin» et peut provoquer des dégâts de diverses manières. Par exemple:

- *L'UA peut endommager le matériel génétique par son rayonnement radioactif.* L'illustration ci-contre schématise ce processus. Dans la partie supérieure, on peut observer la lésion chromosomique provoquée par le rayonnement et la réparation qui s'ensuit. Les êtres vivants possèdent de tels mécanismes réparateurs qui corrigent les dégâts causés au matériel génétique. La plupart du temps, ils fonctionnent correctement.

  Mais il arrive qu'ils fassent des erreurs. Cela veut dire que plus les radiations sont fréquentes et plus l'UA est disséminé dans l'organisme, plus les dommages sont fréquents. C'est ce que montre la partie inférieure de l'illustration. Dans ce cas, le défaut de réparation le plus fréquent est la formation d'un chromosome «dicentrique».

  Ces erreurs produisent des dommages congénitaux chez les nouveau-nés, notamment un crâne ouvert, une hydrocéphalie, un troisième œil cyclopéen, une absence d'yeux ou de cerveau (anencéphalie),

Suite page 4

La Yougoslavie en point de mire de l'OTAN

Le rôle des Allemands dans les Balkans

*par Ralph Hartmann, Berlin**

Parmi nos amis, nous comptons nombre de Yougoslaves. C'est à eux que je m'adresse particulièrement. Ils sont non seulement nos concitoyens, mais aussi les victimes directes de l'agression de l'OTAN, qui ont droit, aujourd'hui encore, à notre affection et à notre solidarité.

Le 24 mars [2000], le premier anniversaire de l'attaque de l'OTAN contre la Yougoslavie a eu lieu. On a dressé le bilan, chacun à sa manière. Les principaux responsables du conflit ont tenté, une fois de plus, de justifier la guerre, même si cette justification a résonné encore plus misérablement et mensongèrement qu'il y a un an, en raison de la situation réelle au Kosovo et dans la Metohija ainsi que des nombreux mensonges définitivement dévoilés, tels le soi-disant massacre de Raçak ou le prétendu plan du «fer à cheval».

Nous, les adversaires de la guerre, avons dénoncé une nouvelle fois les crimes de l'OTAN, avons attiré l'attention sur les conséquences catastrophiques de l'agression non seulement pour la Yougoslavie, mais aussi pour l'ordre juridique international et la paix mondiale. Nous avons constaté que la guerre contre les peuples de Yougoslavie se poursuivait sous d'autres formes, plus cachées, et avons prévenu des actions qui exacerbent les passions qui peuvent très rapidement réanimer le flambeau de la guerre. Nous avons exigé ce que nous exigeons de nouveau, ici et maintenant: l'arrêt immédiat des sanctions contraires au droit international public, la mise d'un terme à l'immixtion dans les affaires intérieures et le respect de la souveraineté ainsi que de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie, la justice, le dédommagement et la paix des peuples yougoslaves.

Destruction de la plus grande partie de l'infrastructure yougoslave

Les actions que nous avons réalisées lors de cet anniversaire ont été larges, multiples et n'ont été vaines en aucun cas. Leur efficacité aurait été accrue si, à Berlin par exemple, toutes les forces organisées opposées à la guerre les avaient soutenues, si une sorte de fatigue succédant à la guerre, d'engourdissement et d'habitude ne s'était pas manifestée dans de larges milieux. Dans le bilan général de la guerre dressé le 24 mars, les détails effroyables de la guerre de l'OTAN passent forcément à l'arrière-plan et le danger augmente que soit oublié ce qui ne saurait l'être. Or chaque jour est un anniversaire, depuis le 24 mars et pendant 78 jours.

Aujourd'hui il y a un an, le 24e jour de la guerre a eu lieu. Il y a aujourd'hui un an qu'il a été communiqué à Belgrade que l'OTAN avait détruit une grande partie de l'infrastructure yougoslave, dont 17 ponts, 20 voies de chemin de fer ou gares, 39 fabriques, 13 raffineries et dépôts de produits énergétiques et 12 émetteurs de télévision. Pour la première fois, les agresseurs ont attaqué aussi des quartiers d'habitation de la ville de Yougoslavie la plus au nord du pays, Subotica. Des témoins oculaires ont décrit la destruction complète de la gare centrale des bus de Pristina, l'une des plus modernes de toute la Serbie, et ont indiqué que des bombes de l'OTAN avaient dévasté pour la troisième fois le cimetière serbe de la capitale du Kosovo. *Shea*, porte-parole de l'OTAN, a parlé d'une des meilleures nuits de l'alliance depuis le début des attaques aériennes. Les médias allemands ont informé de manière très détaillée d'une séance du Bundestag au cours de laquelle le chancelier *Schröder* a justifié la guerre, et le chef de la fraction démocrate-chrétienne *Schäuble* a nommé l'action de l'OTAN un «gain de civilisation». Il y a un an également, le ministre de la défense *Scharping* a ajouté à son atroce propagande anti-serbe une nouvelle histoire horrible, inoubliable, en racontant en public que des Serbes auraient joué au football avec les têtes tranchées de footballeurs.

Une nouvelle guerre à partir du sol allemand

Scharping, son chef de gouvernement et son collègue du ministère des affaires étrangères ont justifié la guerre avec une véhémence particulière. Ils avaient de bonnes raisons de le faire, la République fédérale d'Allemagne ayant pris une place particulière à côté des Etats-Unis, parmi les 19 Etats agresseurs. Souligner la faute de la République fédérale ne signifie pas réduire celle des autres agresseurs. Toutefois, l'Allemagne est le seul Etat à avoir sévi contre la Serbie et la Yougoslavie à plusieurs reprises. Au cours d'un siècle, elle a participé pour la troisième fois à une agression contre le pays et ses peuples. Elle a violé de la façon la plus flagrante, outre la Charte des Nations Unies et d'autres documents fondamentaux du droit des gens, la convention par laquelle les principales puissances de la coalition opposée à Hitler ont accepté la renaissance d'un Etat allemand unifié. Par le Traité deux-plus-quatre, qui a la portée d'un traité de paix, elle avait déclaré solennellement «que le sol allemand ne générerait que la paix» et «que l'Allemagne unifiée ne recourrait plus jamais aux armes si ce n'est conformément à sa Constitution et à la Charte des Nations Unies».[1] Et cette même République fédérale d'Allemagne a violé comme aucun autre Etat sa propre constitution qui, tirant la leçon de la guerre fasciste d'agression, prévoit sans ambiguïté à son article 26: «Les actes susceptibles de troubler la coexistence pacifique des peuples et accomplis dans cette intention, notamment en vue de préparer une guerre d'agression, sont inconstitutionnels. Ils doivent être réprimés pénalement.»[2]

La Yougoslavie détruite par la politique allemande de grande puissance

Des agressions répétées, une violation flagrante de ce qui est pratiquement un traité de paix, une transgression patente de sa constitution, telle est la faute supplémentaire que l'Allemagne a commise en participant à la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie. Mais elle ne s'y limite pas. La dette accumulée envers la Yougoslavie durant les dix dernières années, décennie de politique continuelle de grande puissance contre la Yougoslavie, contre la Serbie, est encore plus accablante. Sans prétendre à l'exhaustivité, elle peut être résumée ainsi:

Premièrement: Faisant fi de tous les avertissements du Secrétaire général des Nations Unies de l'époque, *Javier Perez de Cuellar,* et du président de la Conférence sur la Yougoslavie, Lord *Peter Carrington,* ainsi que de la résistance de la France, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et d'autres Etats, la politique extérieure allemande a fait reconnaître en 1991 de manière précipitée, par des pressions et du chantage, la Slovénie et la Croatie à un moment où la CSCE, la CE et l'ONU déployaient les plus grands efforts pour résoudre le conflit pacifiquement. Les conséquences sont connues: la Yougoslavie s'est effondrée définitivement, le conflit s'est exacerbé; l'énorme responsabilité allemande est presque incontestée: en 1993, les ministres des affaires étrangères des Etats-Unis et de France, *Warren Christopher* et *Roland Dumas,* l'ont soulignée alors.[3]

Deuxièmement: La République fédérale d'Allemagne a contribué dans une mesure déterminante à pousser la Bosnie-Herzégovine, cette splendide «Yougoslavie en petit», dans une guerre civile effroyable. Trois états funestes – la reconnaissance précipitée et irresponsable de la Slovénie et de la Croatie, l'exigence d'un référendum qui a placé la population serbe, soit un tiers de la population totale, en situation de minorité, et la décision de reconnaître la république partielle – ont marqué ce chemin vers l'abîme. Le 6 avril 1992, anniversaire de l'invasion de la Yougoslavie par la Wehrmacht, la CE a reconnu la Bosnie et l'Herzégovine, mesure pour laquelle, selon l'agence dpa, le ministre des affaires étrangères *Genscher* […] avait plaidé avec vigueur et convaincu progressivement ses partenaires de la CE.[4]

Parmi les nombreuses personnes qui témoignent de la responsabilité allemande, mentionnons-en deux: dès 1991, Lord Carrington avait averti les Allemands qu'une reconnaissance anticipée de la Slovénie et de la Croatie «pourrait être l'étincelle qui met le feu à la Bosnie-Herzégovine»[5] et *Henry Kissinger* de constater en 1996: «La reconnaissance [de la Bosnie R.H.] a fait naître non un pays, mais une guerre civile.»[6]

D'abord des sanctions, puis des bombes

Troisièmement: Ce sont des politiciens allemands qui, les premiers, ont réclamé des sanctions contre la Yougoslavie, contre la Serbie, pays dont l'économie et les hommes souffrent depuis une décennie, avec de courtes interruptions et quelques modifications. Quand les sanctions ont été prises pour la première fois, le chancelier Kohl a déclaré triomphalement le 6 novembre 1991, en séance plénière du Bundestag: «Je me félicite que les ministres des affaires étrangères aient pris des sanctions économiques le 4 novembre 1991 […]. Cette décision n'est pas étrangère à nos efforts obstinés de persuasion [souligné par R.H.], déployés aussi envers nos partenaires de la CE.»[7] Et après que les sanctions eurent été considérablement accentuées une demi-année plus tard, *Klaus Kinkel*, ministre des affaires étrangères, a annoncé fièrement au Parlement, le 27 juillet 1992, que «l'ONU avait pris des sanctions contre la Serbie et le Monténégro, en particulier à notre instigation» [souligné par R.H.].[8] Le déferlement des attaques aériennes pendant 78 jours a massivement accru les effets des sanctions et multiplié les souffrances des hommes. Jusqu'à aujourd'hui toutefois, Berlin ignore les innombrables appels à lever les sanctions, en particulier la demande récente, passionnée, presque suppliante, du Conseil de la dias-

Suite page 5

* Ralph Hartmann a été ambassadeur de la République démocratique allemande en Yougoslavie. En mars 2000, il a présenté cet exposé sous la forme d'une conférence, tenue lors de la rencontre du comité préparant le Tribunal européen sur la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie.

«Contre le mauvais usage de l'uranium»
suite de la page 3

une colonne vertébrale fissurée (spina bifida), une leucémie. Dans les zones de combats, le taux de cancers a augmenté d'environ 350%. Il faut encore mentionner des malformations des membres, par exemple mains ou pieds qui semblent rattachés directement au tronc (dysmélie). Parfois, une main s'est formée à la place d'un pied.[2]

- *L'UA peut passer la barrière hémato-placentaire,* si bien qu'un bébé peut être contaminé déjà pendant la grossesse.
- *L'UA parvient aux neurones par la barrière hémato-encéphalique* et y cause des dommages importants. Ainsi, un pourcentage élevé d'anciens combattants de la guerre du Golfe éprouvent des difficultés à trouver leurs mots et ont des problèmes de mémoire. L'irrigation des différentes aires du cerveau est insuffisante.
- *L'UA va envahir la moelle osseuse.* C'est là que se forment les globules blancs (leucocytes). Ils sont endommagés peu après la contamination par l'UA, si bien qu'une leucémie se développe en peu de temps.
- *L'UA peut provoquer une hydrocéphalie chez l'adulte.* L'auteur de ces lignes connaît personnellement un ancien combattant frappé de cette maladie.

Les anciens combattants manifestent souvent plus de 30 symptômes différents en même temps. Cela dit, il faut également tenir compte des effets nocifs des nombreux vaccins qui leur ont été administrés avant les combats. C'est pourquoi, en plus des maladies que nous venons de mentionner, on observe également:

- troubles rénaux,
- troubles circulatoires,
- troubles hépatiques,
- ostéoporose,
- sensibilité au gluten,
- crises douloureuses,
- fatigues chroniques,
- fibromyalgies (la fibromyalgie est une maladie caractérisée par des douleurs rhumatismales dans différentes parties du corps)
- troubles du sommeil.

La relation entre l'utilisation de l'UA et la survenue de ces maladies a été confirmée par différentes observations et études:

- Han Kang et al.,[3] dans une étude minutieuse portant sur 30 000 anciens combattants de la guerre en Irak, se sont penchés sur les dommages causés aux fœtus et aux nouveau-nés. Dans les familles d'anciens combattants, ils ont découvert un taux significativement plus élevé de fausses couches que dans les familles de soldats n'ayant pas fait la guerre en Irak. Les anciennes combattantes ont également fait état d'un nombre plus élevé de fausses couches. Les cas d'enfants mort-nés et de prématurés avaient tendance à augmenter, de même que la mortalité infantile.
- Une étude menée après la guerre du Golfe de 1991 dans un hôpital de Bahreïn et portant sur 15 628 civils a révélé une augmentation des avortements spontanés.
- Le Dr *Eva-Maria Hobiger,* oncologue autrichienne, qui a beaucoup travaillé dans le sud de l'Irak, nous a rapporté les propos du Dr *Mazin Al-Jadiry,* spécialiste en oncologie infantile à l'hôpital Al-Mansour de Bagdad: «Dans notre hôpital, nous avons diagnostiqué 150 cas de leucémie lymphoblastique aiguë en 1990. En 2000, il y avait déjà 254 cas. Nos services sont maintenant trop petits pour accueillir tous ces malades.»

  Selon le Pr *Janan Ghalib Hassan* du *Maternity-Hospital for Women and Children de Bassora,* «l'incidence (nombre de nouveaux cas) des leucémies infantiles a doublé entre 1994 et 1998 et entre 1998 et 2000, le taux a quintuplé.»

  A Bagdad et à Bassora, les médecins sont unanimes à penser que les chiffres réels sont beaucoup plus élevés car les bédouins ne conduisent pas leurs enfants dans les hôpitaux. La situation en matière de médicaments est catastrophique: aucun cycle de chimiothérapie ne peut être mené à son terme par manque de cytostatiques. 80% des enfants meurent pendant le premier cycle des suites d'hémorragies et d'infections.
- A Bassora, les femmes redoutent de tomber enceintes. Jusqu'en 1990, avec quelque 12 000 naissances par année, il naissait environ tous les 15 jours un enfant présentant des malformations. Aujourd'hui, avec le même nombre de naissances, il naît 1 à 2 enfants malformés par jour. Les cas sont bien documentés. On observe de très graves malformations telles que l'absence de cerveau (anencéphalie), un œil unique au milieu du front (cyclopie), des pieds ou des mains qui semblent rattachés directement au tronc (phocomélie), une absence de tête et de membres ou de peau, des becs-de-lièvre, des malformations cardiaques, etc. On trouvera des photos de ces horribles malformations notamment sur le site *www.firethistime.org/extremedeformities.htm*

UA et droit international

Ce chapitre porte sur les conséquences de l'utilisation de l'UA au regard du droit international de la guerre et du droit international humanitaire. Nous citerons des extraits des différents textes juridiques et nous les commenterons en référence à l'utilisation militaire de l'UA.

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, du 9/12/1948, article 2

«Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel:

a) Meurtre de membres du groupe;
b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;

Suite page 5

«La Yougoslavie en point ...»
suite de la page 4

pora yougoslave, «de mettre fin au chantage politique et aux pressions inacceptables […] ainsi qu'au blocage économique, qui diabolisent tout un peuple et le maintiennent dans un ghetto».[9] Cet appel mérite le soutien de tous!

Quatrièmement: Des politiciens et journalistes allemands ont été parmi les premiers à exiger une intervention militaire de l'étranger dans le conflit tragique qui a éclaté à l'intérieur de la Yougoslavie. Au début de novembre 1991, le politicien démocrate-chrétien Wolfgang Schäuble, alors ministre de l'intérieur, a ouvert la ronde en déclarant que la CE devait «en cas de nécessité intervenir militairement»[10] en Yougoslavie.

Au cours des ans, le premier danseur démocrate-chrétien a été suivi par une lignée toujours plus longue de partisans de l'intervention, dont faisait partie le chancelier actuel, *Gerhard Schröder*. Le 16 août 1998, alors qu'il était encore candidat à la chancellerie, celui-ci a déclaré qu'«il pouvait s'imaginer une intervention de l'OTAN au Kosovo sans mandat de l'ONU, donc une agression»[11]. Cependant, un général allemand – ce que l'on oublie souvent de mentionner – avait déjà invité en 1994 à commettre cette violation très grave de la Charte de l'ONU et du droit international public en général. Le soldat du rang le plus élevé des forces armées allemandes, *Klaus Naumann,* que le professeur de la Budeswehr *Wolffsolm* a proclamé «étoile brillant au ciel politico-militaire de notre pays»[12], a déclaré à la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» que l'OTAN devait rester en mesure, dans sa gestion des crises, «d'agir de manière autonome, donc indépendamment d'un mandat des Nations Unies».[13] En mars 1999, le fait condamnable a suivi l'invitation à violer le droit.

Tribunal pénal international financé par l'OTAN

Cinquièmement: Ce fut – et on l'oublie trop souvent – sur l'initiative de la politique extérieure allemande qu'un Tribunal pénal international a été fondé. Parmi les spécialistes du droit international public, il est contesté et a constitué dès ses débuts un instrument consacré à la propagande et à l'exercice de pressions. Le «déligimitateur» éprouvé qu'est Klaus Kinkel a fortement contribué à la création du tribunal. Il y a des années déjà, le ministre allemand des affaires étrangères de l'époque s'était vanté: «A la Conférence de la paix tenue à Londres en août 1992, ma proposition d'établir un tribunal pénal international a suscité, pour la première fois, une large approbation. Par la suite, je suis parvenu à obtenir une décision des Européens.»[14] Le Tribunal est financé par l'OTAN, comme

le porte-parole de celle-ci, *Jamie Shea,* l'a communiqué.[15] S'il porte le nom de «Tribunal pénal international poursuivant les crimes de guerre commis dans l'ancienne Yougoslavie», ceux qui ont été commis par ses fondateurs et financiers en Yougoslavie et contre ce pays sont marqués d'un tabou jusqu'à aujourd'hui. Les promoteurs et financiers de ce tribunal défendent – comme ils l'ont fait récemment – les captures sauvages d'accusés en prétendant qu'il s'agit de déceler et de condamner des crimes de guerre et des violations de droits de l'homme. Après la guerre contre la Yougoslavie, cet argument sonne creux et faux. Il est à peu près aussi crédible que si le marchand d'armes *Schreiber* exigeait la condamnation d'exportations d'armes, que si monsieur Kohl vitupérait les caisses noires des partis et qu'un meurtrier belge en séries bien connu se faisait passer pour le saint patron des enfants et jeunes gens en péril.

L'Allemagne, stimulateur cardiaque de la guerre du Kosovo

Sixièmement: Comme déjà lors du déchaînement de la guerre civile en Bosnie et en Herzégovine, la République fédérale d'Allemagne a longtemps joué le rôle du stimulateur cardiaque en attisant le grave conflit du Kosovo et de la Metohija ainsi qu'en créant le prétexte de la guerre d'agression de l'OTAN. Dans ce cas, elle a certes tiré les leçons de la forte critique internationale qu'avait suscitée son action précipitée dans la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie et s'était tenue davantage à couvert, mais les faits parlent une langue très claire: Dès le début, la politique extérieure allemande a poursuivi ses prises de position unilatérales anti-serbe et soutenu les forces séparatrices des Albanais du Kosovo, elle a hébergé le gouvernement en exil de la prétendue République du Kosovo, a stimulé l'internationalisation du conflit à l'intérieur de l'Etat et fait parvenir une aide multiple à l'UÇK depuis 1996. Violant des résolutions des Nations Unies, le gouvernement allemand a toléré que des millions soient recueillis sur son territoire pour acheter des armes à l'UÇK et quand l'OTAN, au milieu de 1998, a envisagé le stationnement de troupes à la frontière albanaise pour interrompre les flux d'armes destinés à l'UÇK, il a protesté vivement et marqué énergiquement son opposition. Ce gouvernement, devenu le gouvernement rose-vert, a contribué à aviver l'hystérie relative au soi-disant massacre de Raçak, a fait que le rapport finlandais de médecine légale fût tenu secret et a incité ses partenaires de l'OTAN, comme il ressort des déclarations du Secrétaire d'Etat *Ludger Vollmer,* «à organiser le processus de négociations de Rambouillet»[16], qui a servi finalement à fournir, grâce à un ultimatum inacceptable, le dernier prétexte pour la guerre d'agression déjà préparée depuis longtemps.

Les Tornados allemands dans la première escadrille

Septièmement: Quand, au soir du 24 mars, l'attaque aérienne de l'OTAN a commencé, les Tornados allemands faisaient partie de la première escadrille, ainsi que quelques journaux berlinois l'ont annoncé en caractères gras. L'incompréhensible a eu lieu: l'Allemagne menait une guerre d'agression contre la Yougoslavie, pour la troisième fois au XXe siècle; les Tornados allemands sont «heureusement» rentrés 450 fois «sains et saufs» de leurs incursions terroristes. Quelles villes et villages ils ont attaqué – Belgrade, Novi Sad ou Kragujevac –, quelles cibles ils ont atteintes, quels dommages collatéraux ils ont causés, c'est le secret de l'OTAN et de la Bundeswehr jusqu'à maintenant. Les pilotes ont été décorés à profusion, leurs noms et exploits n'ont pas été communiqués. En revanche, ceux qui ont préparé la guerre et donné les ordres sur les plans de la politique et de la diplomatie, de la conception militaire et de la propagande sont connus. ce sont ceux qui tentent, jusqu'à aujourd'hui, de justifier l'injustifiable. Parmi ceux-ci figurent:

Joseph Fischer, le propagandiste aux trucs multiples, qui a répandu les nouvelles effroyables du déchaînement d'un «fascisme barbare» dans les «abattoirs du Kosovo»;

Rudolf Scharping, l'inventeur des camps de concentration serbes au Kosovo et du prétendu plan serbe du «fer à cheval» au nom croate et dont les services bulgares de renseignements sont à l'origine et, naturellement,

Gerhard Schröder, le père de la phrase absurde tendant à justifier la guerre, qui a déclaré immédiatement après l'invasion: «Nous ne faisons pas la guerre, mais sommes amenés à imposer une solution pacifique au Kosovo par des moyens militaires également.»[17]

Des missiles, des ogives d'uranium et des bombes à fragmentation, comme moyens de résoudre pacifiquement un conflit, cela, le monde ne l'avait encore jamais vu! On peut voir dans de nombreuses localités de Yougoslavie à quoi ressemble la «solution pacifique»: dans les destructions de ponts, d'usines chimiques et autres exploitations industrielles, d'écoles et de jardins d'enfants, dans les inscriptions sur les tombes du Kosovo et de toute la Serbie, dans les hôpitaux et homes, dans les villes et villages du Kosovo et de la Metohija exemptes de Serbes, de gitans et de juifs.

Il convient de faire assumer leurs responsabilités à ceux qui, en recourant aux moyens militaires, ont abouti à cette sorte de solution pacifique des conflits. Tel est le cas de tous les gouvernants d'Etats agresseurs de l'OTAN, parmi lesquels les Allemands se sont particulièrement distingués ces dix dernières années. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Source: *Die Deutsche Verantwortung für den Nato-Krieg gegen Jugoslawien,* Wolfgang Richter, Elmar Schmähling et Eckart Spoo éditeurs, Schkeuditz 2000, ISBN 3-9806705-6-2, pages 13–19

---

1 *Texte zur Deutschlandpolitik,* série III, volume 8b – 1990, Bonn 1991, p. 674.

2 *Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne,* Berlin 1990.

3 Voir Ralph Hartmann: *Die ehrlichen Makler. Die deutsche Aussenpolitik und der Bürgerkrieg in Jugoslawien,* Berlin 1998, p. 13 s.

4 dpa, 6.4.1992.

5 Dokumentation zum Krieg auf dem Balkan, dans: *Versöhnung,* revue du «Versöhnungsbundes», mai 1996.

6 Henry A. Kissinger: Ein multiethnisches Bosnien kann nur mit militärischer Gewalt erzwungen werden. Dans: *Welt am Sonntag,* 8.9.1996.

7 Procès-verbal sténographique, 12e Bundestag, 53e séance du 6.11.1991, p. 4367.

8 Procès-verbal sténographique, 12e Bundestag, 101e séance du 22.7.1992, p. 8609.

9 *Information des Rates der Jugoslawischen Diaspora,* Francfort-sur-le-Main, 26.2.2000.

10 dpa, 2.11.1991.

11 ADN, 16.4.1998.

12 Voir Horst Schneider: *Kritische Anmerkungen zur Nato-Aggression gegen Jugoslawien,* Stuttgart 1999, p. 18.

13 Entretien de Klaus Naumann avec la *FAZ,* 2.3.1994.

14 Interview de Klaus Kinkel, *Generalanzeiger,* 27.2.1993.

15 AFP, 16.5.1999.

16 Ludger Volmer: Krieg in Jugoslawien – Hintergründe einer grünen Entscheidung, Bonn 26.3.1999. Citation d'après Matthias Küntzel: *Der Weg in den Krieg,* Berlin 2000, p. 162.

17 dpa, 24.3.1999.

«Contre le mauvais usage de l'uranium»
suite de la page 4

d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe; […]

Commentaires
A propos de a): Lors de la guerre du Golfe de 1991, du moins dans le sud de l'Irak, une partie de la population civile a été tuée par l'UA. Il en va de même pour les guerres en Bosnie, au Kosovo et en Afghanistan.

A propos de b): L'UA a causé jusqu'à aujourd'hui dans les populations civiles irakienne, bosniaque, serbe et afghane des dommages aussi bien physiques que psychiques. Les taux de cancers ont considérablement augmenté de même que les décès dus à ces cancers.

Parallèlement, les bombardements avec des munitions à l'UA et leurs conséquences ont provoqué de graves traumatismes psychiques. Les médias du monde entier en ont parlé et il existe là-dessus des rapports de scientifiques indépendants et de commissions des Nations Unies.

A propos de c): La contamination massive des terres agricoles, en particulier dans le sud de l'Irak à la suite de la guerre de 1991 (et probablement de celle de 2003) a partiellement détruit les bases de l'alimentation de la population. Une partie des zones est interdite d'accès. On a même envisagé l'évacuation de certaines régions du sud de l'Irak. La contamination des eaux entraîne, dans les zones où ont été utilisées des munitions à l'UA, une diminution considérable, voire la perte totale de ressources en eau potable, si bien que l'eau consommée par la population est dangereuse pour la santé.

A long terme, la contamination des nappes phréatiques due à la solubilité dans l'eau de l'uranium est encore plus grave car elle porte atteinte aux cycles écologiques. Il en résulte que les munitions à l'UA sont, le cas échéant, une arme d'extermination.

A propos de d): Les émissions alpha de l'uranium entraînent une augmentation du nombre des cassures de chromosomes. Dans les zones de conflits le taux des nouveau-nés dont le matériel génétique a subi de graves dommages a augmenté de manière significative. Les soldats des troupes alliées de la guerre du Golfe de 1991 donnent naissance depuis lors à un taux significativement plus élevé d'enfants souffrant de malformations congénitales.

Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, du 10/12/1976, article 1

«1. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à ne pas utiliser à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles des techniques de modification de l'environnement ayant des effet étendus, durables ou graves, en tant que moyen de causer des destructions, des dommages ou des préjudices à tout autre Etat partie.

2. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à n'aider, encourager ou inciter aucun Etat, groupe d'Etats ou organisation internationale à mener des activités contraires aux dispositions du paragraphe 1 du présente article.»

Commentaires
A propos de 1): L'UA a été largement répandu sur de vastes zones lors des guerres du Golfe de 1991 et de 2003, en ex-Yougoslavie (Bosnie et Kosovo) et en Afghanistan. Les effets de la contamination ne sont pas limités à ces zones mais ont un caractère global car la poussière d'UA, en raison de la taille infime des particules (entre 0,001 et 0,1 µm) se comporte comme un gaz et se répand dans l'atmosphère de toute la planète.

La demi-vie d'environ 4,5 milliards d'années signifie que les effets se feront sentir beaucoup plus longtemps que l'espérance de vie du genre humain sur Terre. L'UA a de graves effets sur la santé: les atteintes du matériel génétique, les cassures de chromosomes et les troubles rénaux ont été prouvés et ont fait l'objet de publications dans des revues scientifiques.

Le syndrome de la guerre du Golfe (comme en partie également le syndrome du Kosovo), dont il est probable qu'il soit étroitement lié à l'utilisation de l'UA, comprend un nombre considérable d'autres maladies comme la leucémie, l'ostéoporose, la sensibilité au gluten, l'impuissance, les troubles de la mémoire, les difficultés à trouver ses mots, l'incontinence, de même que des troubles des systèmes nerveux, immunitaire et respiratoire, des atteintes sanguines, des atteintes des muscles du squelette, des troubles cutanés, hépatiques, endocrinaux et génétiques.

A propos de 2): Les Etats (ils sont environ 3) qui ont, p. ex. soutenu la guerre du Golfe de 1991 en envoyant des troupes ont violé l'article 1–2.

Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, du 10/12/1976, article 2

«Aux fins de l'article premier, l'expression «techniques de modification de l'environnement» désigne toute technique ayant pour objet de modifier – grâce à une modification délibérée de processus naturels – la dynamique, la composition ou la structure de la Terre, y compris ses biotes, sa lithosphère, son hydrosphère et son atmosphère, ou l'espace extraatmosphérique.»

Commentaires
L'utilisation de munitions à l'UA entraîne une modification de la composition et de la structure des zones contaminées. Comme cela vaut également pour les usines où elles sont produites, les terrains où elles sont testées, les champs de manœuvres et les lieux d'accidents, les effets sont globaux et touchent les hommes, les plantes et les animaux. Les trois rapports du PNUE sur l'ex-Yougoslavie notamment nous en informent. Etant donné que l'UA est soluble dans l'eau et qu'il se comporte comme un gaz (cf. ci-dessus), ses poussières, qui se forment au moment de sa combustion après l'impact des bombes anti-

Suite page 6

Comment la machinerie croate des relations publiques s'est mise à polariser l'opinion avec l'aide de «Ruder Finn»

Extrait du livre «Kriegstrommeln – Medien, Krieg und Politik» de Mira Beham

hd. Lors du démantèlement de la Yougoslavie l'ouest a misé sur des sociétés de relations publiques qui agissent à l'échelle mondiale. Ce sont elles qui ont préparé le terrain de mensonges pour les bombardements de l'OTAN contraires au droit international. Le même tapis de propagande a été mis par des sociétés américaines comme Ruder Finn et autres pour la Croatie,la Bosnie-Herzégovine et pour les Albanais du Kosovo. De façon exemplaire nous publions ici la partie du livre «Kriegstrommeln – Medien, Krieg und Politik» [Propagande belliciste – médias, guerre et politique] de Mira Beham qui concerne le cas de Ruder Finn/ Croatie.

Au printemps 1991, il y avait deux options politiques rivalisant de plus en plus face à la Yougoslavie qui était en train de tomber en ruines. D'un côté, on plaidait pour la cohésion de l'Etat jusqu'à ce que tous les points controversés soient mis au clair à l'amiable entre les parties du conflit. Cette position était représentée par l'Union Européenne, suivie par les Etats-Unis. La communauté internationale était en outre de l'avis qu'il s'agissait d'un conflit ethnique et national. Lors de l'accord de Brioni du 7 juillet 1991 entre la troïka des ministres de la CE et des partis du conflit yougoslave, on parlait encore des «peuples yougoslaves» qui devaient décider eux-mêmes de leur avenir. De l'autre côté, c'étaient les dirigeants politiques de la Croatie et de la Slovénie qui insistaient sur une sécession rapide de la Fédération Yougoslave et sur leur reconnaissance en vertu du droit international de leurs républiques comme des Etats, pour amener ainsi une internationalisation du conflit. Le 25 juin 1991, les deux républiques ont déclaré leur indépendance, ce qui a définitivement déclenché les conflits armés.

Malgré la suspension convenue à Brioni des déclarations de l'indépendance pour trois mois, avec l'obligation de trouver un accord à l'intérieur de la Yougoslavie sur le maintien ou la dissolution de l'Etat yougoslave, la Croatie a commencé à faire de la publicité pour son «Etat» et pour ses intérêts politiques en dehors de la Yougoslavie. Le 12 août 1991, le gouvernement croate a engagé la société américaine de relations publiques *Ruder Finn Global Public Affairs* qui mènera plus tard également les campagnes de RP pour la Bosnie-Herzégovine et pour les Albanais de la province serbe du Kosovo. Dans le rapport d'activité de *Ruder Finn* à l'adresse du ministère de la Justice des Etats-Unis sur le contrat avec la Croatie, il est écrit que la société prend des «mesures de relations publiques et effectue des services pour des affaires gouvernementales» avec le but «de développer et de réaliser des stratégies et des tactiques pour la communication avec les membres de la Chambre des représentants et du Sénat, ainsi qu'avec des fonctionnaires des organes exécutifs du gouvernement américain – y compris ceux du State Department –, du conseil de sécurité national et d'autres départements et services importants du gouvernement des Etats-Unis, ainsi qu'avec les médias américains et internationaux». (p. 159–160)

«Des mensonges sans gêne et des faux»

[…] Dans un conflit qui dépendait de manière décisive d'un consensus, la machinerie croate des relations publiques a misé sur la polarisation. Du 1er au 23 octobre 1991, *Ruder Finn* a distribué du matériel d'information au Congrès américain, qui faisait croire que la Croatie était victime d'une politique d'agression de la Grande Serbie. Des vidéos avec d'horribles images de mort et de destruction causées par les «agresseurs» serbes furent produits avec la devise «Stop the War in Croatia» et diffusés mondialement. *Carl Gustav Jacobson*, professeur à la *Carleton University* dans la ville canadienne d'Ottawa et directeur du «Comité indépendant pour les crimes de guerre dans les Balkans», a constaté avec deux collègues, dans une analyse, que les coûts de la campagne de télévision croate dans différentes stations de télévision canadiennes et américaines avaient dépassé ceux de *Coca-Cola* et de *Pepsi-Cola* ensemble.

L'image que la Croatie s'est construite à l'étranger était celle d'un peuple opprimé depuis des décennies par le serbo-communisme et dont la volonté de liberté démocratique et l'aspiration au droit à l'autodétermination devaient être asphyxiées par l'expansionnisme de la Grande Serbie. A partir d'un conflit ethnique et national, on a construit un conflit entre deux idéologies: entre le bolchévisme national et la démocratie. Le fond de la campagne est reconnaissable dans un document de propagande, publié et distribué en novembre 1991 en Allemagne par le parti du président croate *Tudjmann* (HDZ, Union démocratique croate): «La guerre de la Serbie contre la Croatie est la finale sanglante d'un plan de conquête par la Grande Serbie, préparé depuis longtemps. Ce plan monstrueux est élaboré et mis en œuvre par la politique officielle de la Serbie. Il ne peut donc pas être une conséquence de prétendues fautes du nouveau gouvernement croate qui de par son soi-disant extrémisme menacerait la population serbe, ce qui a pu justifier l'agression contre la Croatie. Il s'agit d'une stratégie agressive et expansionniste identique aux plans et à la politique de *Hitler, Mussolini* et *Staline* qui voulaient détruire des pays étrangers, d'autres peuples, leur liberté et leur dignité humaine. Pour atteindre ses buts, cette politique se sert de mensonges sans gêne et de faux, de tromperie envers son propre peuple et le public mondial pour justifier des destructions massives, des massacres de population civile, de destruction de monuments culturels, d'églises, de jardins d'enfants, de maisons de retraite, d'hôpitaux et de bibliothèques. […] Nous sommes persuadés que le monde démocratique, surtout l'Europe de l'Ouest, ne permettra pas qu'un Etat avec son peuple qui vit ici depuis plus de treize siècles et qui représente une partie de la culture européenne soit détruit».

Tous les stéréotypes sont réchauffés

Dans quelle mesure ces affirmations font elles-mêmes partie de «mensonges sans gêne et de faux», cela sera discuté plus tard. Ce qui est certain, c'est que la Croatie, avec la création de son image s'est basée sur un vieux stéréotype, à savoir l'appartenance des Croates catholiques à la civilisation occidentale. En même temps, les Serbes ont été repoussés dans le coin de la barbarie – ce qui est également un vieux stéréotype – c'est-à-dire les Serbes «orientaux» et orthodoxes qui sont redevenus «sauvages» sous le règne séculaire ottoman. Finalement, avec la comparaison avec Hitler, un schéma de propagande a été établi qui aura été très efficace plus tard.

Le 12 novembre 1991, la République de Croatie a prolongé son contrat avec *Ruder Finn* jusqu'en mai 1992. L'offre de *Ruder Finn* a été formulée dans une lettre du 8 novembre à *Frane Golem*, le représentant autorisé pour cet objectif du gouvernement croate aux Etats-Unis. Dans la lettre il est écrit que la société sera active par lobbying pour l'Etat indépendant de Croatie en matière «de reconnaissance, de sanctions et d'embargos […], de briefings pour les fonctionnaires du gouvernement *Bush* et de préparation des informations spéciales […], mise à disposition de déclarations de presse, des services de consultation pour les médias et des conférences de presse, des lettres de lecteurs, d'articles réactifs et proactifs, de briefings pour les journalistes, les chroniqueurs et les commentateurs …»

En janvier et février 1992, *Ruder Finn* a organisé des voyages de membres du Congrès en Croatie. Le 7 avril 1992, l'Etat indépendant de Croatie a été reconnu par les Etats-Unis. Lorsque le contrat a pris fin en mai 1992, la société de relations publiques est – d'après leurs propres indications – encore restée active jusqu'en 1993 dans le cadre d'une coopération informelle, comme conseillère pour les stratégies des médias croates aux USA.

Waterman and Associates …

Vers la fin de l'année 1992, le gouvernement croate a commencé à avoir un problème d'image très grave: lorsque le dirigeant des Croates en Bosnie, *Mate Boban,* a commencé à demander ouvertement l'annexion des régions croates en Bosnie à la Croatie et que la guerre entre les Croates et les Musulmans a éclaté, la politique de Zagreb en Bosnie-Herzégovine a été comparée de plus en plus souvent avec la politique d'agression des Serbes. Des journalistes occidentaux, des commentateurs et des politiciens ont prononcé le reproche que la Croatie et la Serbie voulaient se partager la Bosnie-Herzégovine au détriment des Musulmans bosniaques. Pour réajuster cette image, le gouvernement croate a engagé en mars 1993 l'agence américaine *Waterman and Associates* pour un an et pour un honoraire de 300 000 dollars américains. Le contrat *Waterman* prévoyait de réfuter par des interventions auprès du gouvernement des Etats-Unis, au Congrès, dans les médias et dans les plus importants établissements scientifiques, la prétention que la Croatie serait – en ce qui concerne la politique de désintégration en Bosnie-Herzégovine – tout aussi coupable que la Serbie: «Il faut réfuter ce point de vue» était mentionné dans le contrat. Par la suite, l'agence *Waterman* a également eu la tâche de vendre au public américain la perspective croate de la guerre entre Croates et Musulmans. (p. 162–165)

… manipule avec succès le public américain

[…] On peut voir le succès des efforts croates en relations publiques aux USA – au moins les correspondances temporelles – dans le changement conséquent de la politique américaine dans le conflit des Balkans, qui a été soutenu pour l'essentiel par les leaders de l'opinion américaine. Une attention croissante du gouvernement américain envers le régime Tudjman et ses intérêts peut être suivie pas à pas:

- Pendant qu'en 1991 le gouvernement Bush a encore soutenu la solution négociée à

Suite page 7

«Contre le mauvais usage de l'uranium»
suite de la page 5

bunker, contaminent à la fois la lithosphère (croûte terrestre), l'hydrosphère (totalité des eaux de la planète) et l'atmosphère.

Ajoutons ici qu'on a émis l'hypothèse que des tremblements de terre ont pu être déclenchés par l'explosion de bombes antibunker et d'autres armes explosives.

Protocole additionnel I aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux, du 8 juin 1977

Titre III, Section I, Article 35: Règles fondamentales

«1) Dans tout conflit armé, le droit des parties au conflit de choisir les méthodes ou moyens de guerre n'est pas illimité.

2) Il est interdit d'employer des armes, des projectiles et des matières ainsi que des méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus.

3) Il est interdit d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre qui sont conçus pour causer, ou dont on peut attendre qu'ils causeront, des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel.»

Commentaires
A propos de 1): les Résolutions des Nations Unies 1996/16 (E/CN.4/1997/2) et 1997/36 (E/CN.4/1998/2) déconseillent vivement l'usage de munitions à l'UA. Avant le début de la guerre du Golfe de 1991, l'Armée américaine était au courant de la dangerosité de l'UA (rapport scientifique). La décision de recourir à l'UA et non au tungstène revenait à s'arroger le droit illimité de choisir ses moyens de guerre.

A propos de 2): L'utilisation de l'UA dans les munitions et le blindage des chars entraîne des blessures inutiles parce qu'elles pourraient être évitées par un recours au tungstène qui n'est pas radioactif et n'a pas la toxicité chimique de l'UA ou en renonçant totalement aux munitions à l'UA. En raison de sa radioactivité, de sa toxicité et de sa très longue demi-vie, l'UA entraîne des maux superflus qui pourraient être évités en recourant au tungstène ou en renonçant totalement à l'UA.

A propos de 3): Avant l'utilisation de l'UA comme moyen de guerre, l'Armée américaine avait été informée par le rapport d'un organisme scientifique du fait que l'UA causait des dommages graves, étendus et durables à l'environnement.

Titre III, section I, article 36: Armes nouvelles

«Dans l'étude, la mise au point, l'acquisition ou l'adoption d'une nouvelle arme, de nouveaux moyens ou d'une nouvelle méthode de guerre, une haute partie contractante a l'obligation de déterminer si l'emploi en serait interdit, en certaines circonstances ou en toutes circonstances, par les dispositions du présent Protocole ou par toute autre règle du droit international applicable à cette haute partie contractante.»

Commentaires
Une étude des conséquences de l'utilisation des munitions à l'UA et une comparaison directe entre les propriétés de l'UA et celles du tungstène a été effectuée aux Etats-Unis et elle a été publiée, du moins en partie. Malgré l'évidente violation de ce Protocole et d'autres dispositions du droit international, l'UA a été utilisé dans des munitions et d'autres engins de guerre.

Titre IV, Section I, Chapitre I, Article 51: Protection de la population civile

[…]
b) «Des attaques dont on peut attendre qu'elle causent incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu.»

Commentaires
L'utilisation de l'UA est excessif par rapport à l'avantage concret et direct attendu pour les raisons suivantes:

- L'uranium 238 – constitué à 99,8 % d'UA – a une demi-vie considérable de quelque 4,5 milliards d'années.
- L'UA a une haute toxicité chimique prouvée par des publications scientifiques.
- Il entraîne une augmentation significative des malformations congénitales chez les nouveau-nés, des fausses couches, des mort-nés et des cassures de chromosomes constatées dans les globules blancs (lymphocytes).
- Il est soluble dans l'eau et en se répandant dans l'environnement via les cycles écologiques, il anéantit ou cause des dommages aux ressources naturelles vitales de la population.

Titre IV, Section I, Chapitre II, Article 54: Protection des biens indispensables à la survie de la population civile

«2) Il est interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que les denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation, en vue d'en priver, à raison de leur valeur de subsistance, la population civile ou la partie adverse …»

Suite page 7

L'Ukraine, maillon des «révolutions colorées» d'une hégémonie mondiale dont rêvent les Etats-Unis

*par Hans-J. Falkenhagen, Berlin, et Brigitte Queck, Potsdam**

L'ancien conseiller du président des Etats-Unis *Zbigniew Brzezinski* reconnaissait déjà que l'Ukraine jouait un rôle important dans le cadre des «révolutions colorées» qui réduisent le pouvoir de la Russie dans cette région et dans le monde entier en écrivant dans son livre intitulé «Le Grand Echiquier, l'Amérique et le reste du monde»: «L'indépendance de l'Ukraine modifie la nature même de l'Etat russe. De ce seul fait, cette nouvelle case importante sur l'échiquier eurasien devient un pivot géopolitique. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie.» (p. 74) C'est dans ce contexte global que nous devons considérer les événements de 2004 en Ukraine, connus sous le nom de «Révolution orange», ainsi que la lutte actuelle pour le pouvoir entre le Président en fonction *Iouchtchenko* et le Premier ministre *Ianoukovitch* soutenu par la majorité de la population ukrainienne, comme l'ont montré les élections de mars 2006 et les sondages actuels.

Paysage agricole dans la zone frontalière entre la Pologne et l'Ukraine. (photo caro)

Lors de la visite du président Iouchtchenko aux Etats-Unis en avril 2005, il a été question dans les entretiens non seulement de l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN, mais aussi du déplacement du système de défense antimissile américain jusqu'aux frontières de la Russie. Cela reviendrait à restreindre considérablement les moyens de défense des Russes contre une menace nucléaire américaine, voire à l'empêcher.[1] Afin de tenir l'Ukraine sous leur coupe, les Etats-Unis, d'autres puissances occidentales et de prétendues ONG, notamment celles du multimilliardaire *Soros,* ont donné plusieurs milliards aux partisans de Iouchtchenko.

Soros se glorifie d'avoir contribué à la réussite de révolutions

Dans son livre intitulé «Pour l'Amérique contre Bush», Soros se targue de ce que ses fondations ont contribué aux changements de pouvoir en Slovaquie (1998), en Croatie (1999) et en Yougoslavie (2000) et ont incité la société civile à démettre de leurs fonctions *Vladimir Meciar, Franco Tudjman* et *Slobodan Milosevic.* La mission de ses fondations consiste selon lui à accompagner et à promouvoir la transition de sociétés fermées à des sociétés ouvertes.

Lors d'une manifestation de la Fondation Soros à Kiev, le 17 février 2002, l'ex-ministre des Affaires étrangères et présidente de l'Institut national démocratique *Madeleine Albright* a demandé aux nombreuses ONG qui œuvrent en Ukraine de faire bloc contre le gouvernement en place parce qu'il collaborait trop étroitement avec la Russie et qu'il ne travaillait pas assez à la privatisation en faveur des investisseurs occidentaux. Il fallait donc apporter une «aide à la démocratisation» afin de favoriser le passage de l'Ukraine d'une société fermée à une société ouverte. C'est ainsi que d'énormes sommes d'argent ont été versées

Suite page 8

* Hans-J. Falkenhagen est économiste et traducteur, Brigitte Queck est spécialiste en sciences politiques, particulièrement en politique étrangère, et traductrice. Tél./Fax: +49 33 171 17 71
e-mail: anna.demok@gmx.de

«Comment la machinerie croate …»
suite de la page 7

l'amiable de la crise d'Etat yougoslave, il a déclaré en 1992 la reconnaissance de la Croatie – qui s'était déclarée indépendante de façon unilatérale – en tant que sujet du droit international.

- C'est surtout le gouvernement *Clinton* qui s'est montré comme représentant des intérêts croates et qui a opéré dès le début avec deux mesures en ce qui concerne la politique croate et serbe en Bosnie-Herzégovine. Lorsque le conflit armé entre les Croates et les Musulmans avait pleinement éclaté, surgit l'exigence américaine de vaincre les Serbes en Bosnie avec une tactique de «lift and strike», c'est-à-dire de lever l'embargo d'armes contre les Musulmans bosniaques et d'effectuer en même temps des attaques aériennes contre des positions de tir serbes et contre les liaisons routières, une menace qui n'a jamais été proférée contre les Croates bosniaques. Même pas lorsque la partie est et musulmane de la ville herzégovienne de Mostar a été complètement détruite. D'après l'ONU c'était un crime qui valait maintes fois plus cher que le bombardement de Sarajevo par les Serbes. Il n'y avait également pas d'objections sérieuses contre la position sans réserve du président Tudjman aux côtés des extrémistes croates bosniaques.
- En mars 1994, la guerre entre Croates et Musulmans s'est terminée avec la médiation américaine (et allemande-iranaise) par une «conclusion de paix». Les traités, signés solennellement à Washington prévoyaient une fédération des Croates bosniaques et des Musulmans, ainsi qu'une confédération entre Sarajevo et Zagreb. Dans la réalité de Bosnie-Herzégovine, les traités ne valaient pas l'encre avec laquelle ils avaient été signés, mais ils ont légitimé des prétentions croates dans l'Etat «souverain» de Bosnie-Herzégovine et les ont fixées par écrit. […]

L'expulsion des Serbes et la «construction» de «Srebrenica»

Début août 1995, l'armée croate avait réussi dans une «Blitzkrieg» à reconquérir la Krajina, qui était depuis 1991 tenue par les Serbes croates. C'étaient des militaires de l'armée américaine qui avaient fait les plans de cette campagne historique, qui, d'après le médiateur de l'Union Européenne *Carl Bildt,* correspondait à un acte d'«épuration ethnique», la plus grande depuis le début des guerres dans les Balkans. En quatre jours, 200 000 à 250 000 Serbes sont devenus apatrides. Dans une conférence de presse, Bill Clinton a déclaré de façon lapidaire qu'il avait une «certaine compréhension» pour le procédé croate. Quand les images de l'exode misérable des Serbes et les nouvelles des atrocités commises par les soldats croates ont fait naître pour la première fois, depuis le début des guerres dans les Balkans, quelques sympathies du monde envers les Serbes, le gouvernement des Etats-Unis a contrecarré les images de la misère serbe avec des photographies aériennes des services secrets de fosses communes près de Srebrenica qui ont suggéré des crimes encore beaucoup plus atroces de la part des Serbes bosniaques. Face à la tragédie supposée de Srebrenica, les crimes croates ont été relativisés. Le reproche de Carl Bildt que Tudjman était un criminel de guerre s'est perdu dans le néant.

Les accords de paix de Dayton en novembre 1995, qui avaient été réalisés sous une pression américaine massive, ont fait sortir les Croates comme seuls vainqueurs de ce conflit: la fédération bosniaque-croate avec une «frontière ouverte» vers la Croatie a encore une fois été confirmée et avec cela la zone d'influence agrandie du président croate Tudjman. Après que plus de 70 % des maisons serbes dans la Krajina aient été incendiées par des soldats croates et que beaucoup de gens, surtout des vieux qui étaient restés, aient été assassinés, le «droit au retour des réfugiés» qui avait été convenu à Dayton s'est résolu de soi-même pour cette partie des Balkans. De cette façon, la République de Croatie a résolu la «question Serbe» – qui avait été l'une des causes de cette guerre – dans son propre pays et est ainsi devenu un Etat national ethniquement presque homogène. (p. 166–168) •

Source: *Mira Beham. Kriegstrommeln – Medien, Krieg und Politik*. München 1996.
ISBN 3-423-30531-2. (Traduction *Horizons et débats)*

«Contre le mauvais usage de l'uranium»
suite de la page 6

Commentaires
Notamment pendant les guerres du Golfe de 1991 et de 2003, de même qu'en Bosnie et au Kosovo, des installations d'eau potable ont été détruites ou rendues inutilisables (cf. commentaires de l'article 51 ci-dessus).

Titre IV, Section I, Chapitre II, Article 55: Protection de l'environnement naturel

«1. La guerre sera conduite en veillant à protéger l'environnement naturel contre des dommages étendus, durables et graves. Cette protection inclut l'interdiction d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre conçus pour causer ou dont on peut attendre qu'ils causent de tels dommages à l'environnement naturel, compromettant, de ce fait, la santé ou la survie de la population.

2. Les attaques contre l'environnement naturel à titre de représailles sont interdites.»

Commentaires
A propos de 1): L'UA est une arme qui, à long terme, détruit toute vie. (cf. commentaires de l'article 51 ci-dessus)

A propos de 2): La décision des USA d'utiliser l'UA au lieu du tungstène, étant donné la connaissance des propriétés de l'UA que l'on avait au moment de cette décision, constitue une grave violation de l'article 55-2. En ex-Yougoslavie notamment, des usines chimiques ont été bombardées alors qu'elles ne constituaient pas des cibles stratégiques et que l'on connaissait l'énorme potentiel toxique que ces attaques libéraient.

Commentaire complémentaire
Ajoutons que dans une partie des munitions à l'UA, on a décelé la présence d'uranium 236 et de plutonium, ce qui prouve l'utilisation d'UA issu du combustible nucléaire usé, appelé également «UA sale» (UA secondaire).[5] L'uranium 236 et le plutonium sont des marqueurs de la présence d'un grand nombre d'autres éléments hautement radioactifs et hautement radiotoxiques et chimiotoxiques qui se forment dans les réacteurs nucléaires et sont présents dans le combustible nucléaire usé. On ne peut pas écarter l'hypothèse qu'une arme radiologique «sale» a été utilisée ici de manière intentionnelle et ciblée.

L'exemple du plutonium permet de montrer à quel point certaines des matières présentes dans l'UA secondaire sont dangereuses: «En raison de son rayonnement alpha élevé et de sa forte tendance à se déposer dans les os, le plutonium compte parmi les plus dangereuses substances toxiques connues. L'inhalation de poussières de plutonium peut provoquer un cancer des poumons, et ses dépôts dans les os ont un effet radioactif sur l'organisme tout entier. Quelques microgrammes de plutonium suffisent à provoquer des dommages létaux.»[6]

Mentionnons encore deux citations de l'*Office fédéral [allemand] de protection radiologique (BfS)* du 17/7/2001:

- «Dans le monde entier, on a produit jusqu'à aujourd'hui, au cours d'activités civiles et militaires, environ 1000 tonnes de plutonium. Des grandes quantités – environ 4 tonnes – de plutonium ont été libérées dans l'environnement de la planète à la suite des essais atomiques des années 1950–60.»
- «Il n'existe pas, pour le plutonium qui a pénétré dans l'organisme, de dose-seuil au-dessous de laquelle aucun effet n'est observable. Chez les petits enfants, on suppose que l'absorption est dix fois plus élevée.»

Depuis la guerre du Golfe de 1991 et celle du Kosovo, l'opinion allemande est au courant des dangers des munitions à l'UA. Ceux qui étaient partisans de la guerre du Golfe de 2003 étaient conscients des crimes qui pouvaient être perpétrés avec ces munitions. En Allemagne, des personnalités éminentes se sont prononcées en faveur de cette troisième guerre du Golfe. Elles ne peuvent pas prétexter qu'elles ignoraient l'utilisation inévitable de munitions à l'UA dans un conflit armé aujourd'hui.

Il est important de le dire clairement car il faut absolument empêcher que notre planète ne continue à être contaminée. Il faut que non seulement les responsables mais nous les particuliers soyons conscients de nos responsabilités. Mais naturellement, il ne suffit pas d'avoir eu des contacts avec des malades victimes de l'UA. Une aide concrète est nécessaire.

Albrecht Schott, président du WODUC: «Par conséquent, en tant que président du WODUC, je suis disposé à collaborer avec tous ceux, en particulier les gouvernements, qui sont prêts à décontaminer le sol, indépendamment de leurs antécédents en matière d'utilisation de l'UA.»

(Traduction *Horizons et débats*)

1 Isotope: chacun des différents types d'atomes d'un même élément ayant le même nombre de protons et d'électrons (même numéro atomique) mais différant par leur nombre de neutrons (masse atomique différente).

2 Les animaux souffrent également d'atteintes du matériel génétique. On a vu naître notamment des veaux à 8 pattes.

3 Cf. Han Kang et al: Pregnancy Outcomes Among US Gulf War Veterans. A Population Based Survey of 30000 Veterans. *Annals of Epidemiology,* Vol. 11, Issue 7, October 2001, pp. 504-511

4 Eva-Maria Hobiger, 10 Jahre nach dem Golf-Krieg, Irak im Februar 2001, *www.embargos.de/irak/envir-DU/10JahreGolf-Krieghobiger.htm*

5 L'UA secondaire est extrait du combustible nucléaire des centrales et l'UA primaire est extrait de l'uranium naturel.

6 *Brockhaus Enzyklopädie,* 2001

«Il est grand temps de se rappeler pourquoi nous vivons dans ce monde»

En politique mondiale, il s'agissait depuis toujours ou bien de se protéger ou bien de se réserver des avantages. Les grandes puissances mondiales ont en commun de se présenter aux voisins comme «martyrs innocents» puisque les êtres humains non informés – et qui ne le serait pas en matière politique – n'éprouvent de la compassion envers les peuples et les nations que quand ceux-ci sont agressés par quelqu'un de «méchant». Tous les gouvernements dans ce monde pratiquent chaque jour – en dépensant quantité d'argent et en employant toute la force de leur machine à propagande étatique – une publicité massive et sans gêne pour afficher leur rôle comme «garant de la paix» ou «protecteur de la justice» – peu importe comment les choses se présentent en réalité. Ceci est également une constante de l'histoire mondiale. De l'autre côté, les stratégies des guerres modernes exigent rigoureusement de concentrer ses propres forces le plus près possible de la frontière d'un ennemi virtuel pour ne pas perdre, dans une guerre éventuelle du troisième millénaire, les minutes, voire les secondes décisives. Voilà ce qu'essayent de faire tous les généraux du monde dans leur quartiers généraux. En même temps, comme nous venons de le mentionner, personne ne veut prendre, face à la communauté internationale, le rôle de l'agresseur potentiel. C'est la raison pour laquelle on affirme dans les médias, avec tout le fracas possible, que tous ces boucliers anti-missiles, tous ces bâtiments de guerre et tous ces dispositifs de troupes déployées n'ont qu'un seul but, celui de «protéger la vie paisible des habitants sur place!»

Si l'on se renseigne en analysant les événements semblables au cours de l'histoire mondiale, on apprend qu'en réalité il ne s'agissait jamais de protéger les intérêts de la population, mais de défendre essentiellement, aujourd'hui comme par le passé, les intérêts stratégiques des grandes puissances mondiales.

Il s'agit de l'hégémonie mondiale

Il en est de même avec le bouclier anti-missiles des Etats-Unis en Pologne. Là aussi, il s'agit de la question de l'hégémonie mondiale – qui domine qui? Dans ces premières années du troisième millénaire, cette question reste encore ouverte tant qu'il y a dans le monde plusieurs puissances qui aspirent à cette position de force. Après la disparition de l'Union soviétique, son successeur, la Russie, fut longtemps dans une position faible ou, plus précisément, pas particulièrement forte. Or actuellement, son pouvoir militaire augmente chaque année et une propagande de grande puissance pour la conscience des Russes déferle, tout à fait à la manière de l'ancienne URSS. Si la Russie, plus vite que l'on n'avait pensé, est en passe de refonder son ancien empire rouge, le peuple y est déjà préparé.

Il en résulte que nous, les nations européennes autonomes, n'avons pas de véritable bon choix, nous trouvant en effet face à celui qui est mauvais et à celui qui est encore pire!

Si nous sommes assez «naïfs» pour croire les promesses actuelles russes, restant passifs, nous devrons un jour – et plus vite que nous ne le pensons peut-être – intervenir sans y être préparés, puisque dans l'histoire, les Russes n'ont tenu leurs contrats et promesses que pendant qu'ils étaient engagés ailleurs encore ou qu'ils se trouvaient en position de faiblesse. Lorsqu'ils se sentaient suffisamment forts et qu'ils n'avaient aucune résistance à craindre, ils sont toujours promptement intervenus!

Ou bien nous restons passifs face aux tentatives américaines de construire leur bouclier anti-missiles à proximité de la frontière russe, rapprochant ainsi peut-être le jour de l'attaque, en effet, il n'y a pas de doutes que les Russes prennent ce bouclier anti-missiles comme une «atteinte grave à leurs intérêts», menaçant ce qu'ils appellent «le territoire extérieur proche» (notion purement russe qui comprend la Baltique et tous les anciens Etats du bloc communiste faisant frontière commune avec l'ancienne URSS)! Sachant qu'aucun être humain raisonnable ne déclencherait tout de suite une guerre nucléaire, ils pourront être tentés de remédier promptement à cet état en déployant leurs armes conventionnelles.

Nous nous trouvons en pleine Troisième Guerre mondiale

Cependant, personne ne peut garantir qu'un tel scénario ne se réalisera pas définitivement si l'on renonce au bouclier anti-missiles. Car nous nous trouvons déjà en pleine Troisième Guerre mondiale, même si peu de gens s'en rendent compte aujourd'hui! En Europe, on ne voit certes ni blindés ni troupes. C'est que cette guerre, actuellement, ne se réalise pas à l'aide d'armes conventionnelles, mais avec des moyens d'un type tout différent. Or, nous participons tous à une guerre d'information qui vise nos consciences et nos âmes, menée chaque jour, à des coûts gigantesques, par le biais des médias dont l'enjeu est d'effectuer de profondes transformations d'opinions et d'attitudes des hommes entre eux, ainsi que par rapport aux valeurs et traditions qui leur sont propres! Par n'importe quelle méthode publicitaire on nous dit quotidiennement que la mondialisation serait inévitable, que, tôt ou tard, les nations disparaîtront «de toute façon», que les frontières entre les peuples et les barrières entre les marchés doivent inconditionnellement tomber etc. etc. C'est rare que quelqu'un se rende compte que tous ces acquis, aujourd'hui «forcément voués à l'abandon», ont constitué, pendant des siècles, le fondement inébranlable du monde chrétien et de sa manière de vivre! Quand les médias réunis auront enfin réussi à mettre en tête d'une majorité européenne qu'elle ne porte plus dans son coeur les valeurs et traditions de vie de l'ancienne Europe, n'importe quelle puissance mondiale n'aura même plus besoin de recourir aux armes conventionnelles pour subjuguer les populations des anciennes nations européennes et les transformer en colonnes de main-d'œuvre uniformes, sans culture ni nation. C'est une transformation qui a d'ailleurs déjà été réalisée de l'autre côté du globe, là où à été conçu ce fameux bouclier anti-missiles.

Qui s'imagine que le diable se promène, visible à tous, pourvu de cornes et de queue, en est souvent la première victime. De même, il ne faut pas penser que l'avenir de tout notre continent puisse dépendre de l'existence ou de la non-existence d'un bouclier anti-missiles. Les processus liés à cette question fondamentale sont de nature plus profonde, plus secrète, reposant dans les conditions de l'existence humaine. Il est grand temps de se rappeler pourquoi nous vivons dans ce monde! Dès demain, nous devons nous interdire de reprendre les réflexions et les valeurs de la télévision ou des journaux, car chacun doit les définir lui-même! Il est exclu que nous transférions ou, pour employer une notion plus moderne, que nous «déléguions» notre droit à l'autodétermination et notre autonomie à quelqu'un d'autre – dans le cas contraire, nous perdrons tout ce qui nous permet de poursuivre notre existence d'êtres humains libres et responsables!

Tönis Tulp, Estonie

«L'Ukraine, maillon des ...»
suite de la page 7

à la «Révolution orange», ce qui a amené au pouvoir Iouchtchenko, la marionnette des Etats-Unis, à la fin de 2004. *Le gouvernement américain à lui seul a versé 3,3 milliards de dollars jusqu'en 2005*. A peu près deux tiers de cette somme ont été remis par l'intermédiaire de l'*Agence américaine pour le développement international (USAID).*[2] Après juillet 2006, une autre somme importante a été mise à disposition afin de renverser le nouveau Premier ministre Ianoukovitch élu par le Parlement en août 2006. En outre, des centaines de millions de dollars et d'euros ont été accordées jusqu'en 2005, puis de nouveau à partir d'août 2006, par l'Union européenne au titre de l'aide à l'Ukraine afin de soutenir les «forces de l'opposition» mais qui sont vouées en réalité à des activités subversives. Et des moyens financiers considérables ont été consacrés à influencer les médias.

Coup d'Etat de Iouchtchenko, vassal des Américains

Comment se fait-il que Iouchtchenko, qui était acclamé au début de la «Révolution orange», n'ait plus le soutien de la population ukrainienne? Une raison importante en est non seulement l'attitude pro-occidentale de celui qui prône avec intransigeance l'adhésion de son pays à l'OTAN, mais aussi l'essor économique indéniable qu'a connu l'Ukraine pendant les 9 mois du mandat du gouvernement parlementaire sous Ianoukovitch.

D'août 2006 à mars 2007, le produit intérieur brut et la production industrielle ont augmenté de 18% en moyenne annuelle. A la suite de cela, les salaires et les retraites ont augmenté de 25%. Le taux d'inflation a aussi diminué considérablement. Mais comme les pays de l'OTAN ont déjà dépensé des milliards pour provoquer la chute du gouvernement ukrainien pro-russe, ils essaient, trois ans après l'échec de la «Révolution orange», de lancer une nouvelle attaque. A son retour des Etats-Unis, Iouchtchenko a promulgué le 2 avril un décret de dissolution du Parlement et il a fixé au 27 mai de nouvelles élections législatives, ce qui est tout à fait illégal.

Ce décret s'apparente à un coup d'Etat: il vise à liquider la démocratie parlementaire et constitue une tentative de modifier les rapports de force au profit des Etats-Unis et des pays de l'OTAN, ce qui désavantage la Russie et restreint la souveraineté de l'Ukraine.

Ce n'est pas seulement l'œuvre d'un président ukrainien paniqué qui voit disparaître la base de son pouvoir. Comme en 2004 déjà, tout cela a certainement été convenu avec certains responsables de l'OTAN. Dès le début, Iouchtchenko projetait de manipuler les élections parce que ses partisans allaient les perdre de façon écrasante (selon les sondages de l'époque, ils auraient obtenu moins de 10% des voix). *C'est pourquoi Iouchtchenko ne veut pas que les nouvelles élections en faveur d'une dictature présidentielle soient contrôlées par le Parlement comme c'est la coutume pour des élections parlementaires où la dissolution du Parlement n'a lieu que le lendemain des nouvelles élections.*

Une loi sur les pleins pouvoirs à la Hitler

Des élections dans des conditions d'exception sans contrôle parlementaire seraient pareilles à la loi sur les pleins pouvoirs accordée à Hitler en 1933.

Pour s'approcher de cet objectif, Iouchtchenko a décrété les mesures anticonstitutionnelles suivantes:

- Il a fait déclarer au ministre de la Défense *Anatoliy Grytsenko,* nommé par lui-même, que lui, Grytsenko, était prêt à suivre Iouchtchenko, qui est toujours le chef suprême du pays et, si nécessaire, à intervenir par la force des armes;
- Le poste de chef de la Sécurité, qui est actuellement vacant et provisoirement occupé par un homme nommé par le Président lui-même, est utilisé par Iouchtchenko à des fins personnelles: il a donné l'ordre – illégal – d'écouter les conversations téléphoniques de certains membres du Parlement, de juges de la Cour constitutionnelle, des tribunaux généraux et de la Commission électorale centrale, etc. et de les surveiller;
- Comme l'annonce de son décret avait suscité l'opposition non seulement du Parlement et des hauts gradés de l'armée, mais aussi celle de la population, Iouchtchenko a annoncé qu'il acceptait la poursuite du travail parlementaire ainsi que l'adoption de quelques lois, mais *qu'il était opposé* aux élections législatives prévues dès lors par le Parlement et également à une nouvelle élection présidentielle qui devraient avoir lieu avant le 9 décembre 2007;
- Les 2 et 10 mai, il a violé le principe d'indépendance de la Cour constitutionnelle en démettant de leurs fonctions trois juges constitutionnels dont *Siusanna Stanik,* présidente adjointe de la Cour constitutionnelle, qui avait été nommée sous *Koutchma* pour une période de neuf ans, et le juge constitutionnel *Valeriy Pchenitchny.* Il a également congédié, toujours de façon illégale, les membres du Conseil de sécurité nationale *O. Medvedko* et *V. Onopenko;*
- Il a nommé le procureur général *S. Piskun* (qu'il avait lui-même désigné) membre de son Conseil national de sécurité et de défense;
- Il a congédié de façon illégale le secrétaire dudit Conseil *Vitali Gaiduk* et l'a remplacé par *Ivan Pliouchtch;*
- Il a révoqué par décret le chef des Services de sécurité de la région d'Odessa *V. Touriz.*

Protectorat de l'OTAN ou Etat souverain?

Il y a peu, Iouchtchenko et Ianoukovitch étaient à Bruxelles. Ils ont déclaré tous les deux de façon inattendue qu'ils n'avaient rien contre l'adhésion de leur pays à l'OTAN.

Cela a amené quelques journalistes à conclure que Iouchtchenko et Ianoukovitch, c'était bonnet blanc, blanc bonnet.

Mais la «petite différence» entre les deux est que, depuis le début de sa présidence Iouchtchenko ne se lasse pas *de défendre l'adhésion immédiate de son pays à l'OTAN tandis que Ianoukovitch a toujours voulu faire dépendre cette décision d'un référendum.* Et c'est à cause de cette «petite différence» qu'on peut être curieux de voir si l'on fera de l'Ukraine un protectorat de l'OTAN en négligeant la volonté du peuple, quasiment via la dictature présidentielle exercée par Iouchtchenko, ou si le peuple ukrainien pourra choisir sa voie en toute liberté.

Aussi a-t-on interprété à tort comme un compromis la rencontre du 4 mai entre Iouchtchenko et Ianoukovitch. Mais qu'en était-il vraiment de ce «compromis»?

Après que le président ukrainien eut décrété la tenue d'élections législatives tout d'abord d'ici au 26 mai, puis au 24 juin en exigeant la dissolution du Parlement actuel, cette décision fut refusée par Ianoukovitch et le Parlement. Dans l'intérêt de la stabilité de l'Ukraine, le Premier ministre Ianoukovitch et le Parlement se sont déclarés prêts à consentir à de nouvelles législatives à la condition qu'elles soient accompagnées d'une nouvelle élection présidentielle. Iouchtchenko s'oppose toujours à cette dernière présidentielle tandis que le Parlement plaide pour les deux, élections législatives et élection présidentielle, qui devraient avoir lieu jusqu'au 9 décembre au plus tard. Mais entre-temps Iouchtchenko a démis de ses fonctions le troisième juge constitutionnel et bloque ainsi le travail de la Cour constitutionnelle sur la légalité de ses décrets présidentiels. Voici comment le président du Parlement ukrainien *Olexander Moros* a commenté ce «compromis» entre le président ukrainien et le Parlement: «Les propos du Président sur un compromis sont du bluff». O. Moros et la majorité des élus du Parlement ukrainien ont critiqué vivement le procédé illégal de Iouchtchenko et ont déclaré qu'ils allaient renoncer désormais à tout entretien formel et informel avec le Président tant que le statut quo ne sera pas rétabli, c'est-à-dire tant qu'il n'aura pas abrogé tous les décrets illégaux au sujet des représentants de la justice. Car une immixtion dans une procédure en instance auprès de la Cour constitutionnelle dont, en plus, le travail est gêné en permanence par le Président, serait considérée dans le monde entier comme une atteinte à l'indépendance de la justice. (cf. *rada.kiev.ua* des 11 et 12 mai 2007) •

(Traduction *Horizons et débats*)

---

1 cf. *Junge Welt* du 23/11/06, p. 11

2 cf. Demokratieexport nach Osteuropa: US-Strategien in der Ukraine, in: *Blätter für deutsche und internationale Politik,* Nr. 12/2005

Cómo se miente a la opinión pública durante las guerras

Sobre el libro: «Operación Balcanes: propaganda para la guerra y la muerte» de Becker/Beham
O la colonización de los medios por la industria PR

por Tobias Salander, Historiador

El acceso a una información objetiva, diferenciada y equilibrada es una de las condiciones fundamentales para el funcionamiento de una democracia ejercida por ciudadanos libres y responsables. Sin un cierto nivel de instrucción y de información, es difícil tomar decisiones que contribuyan al bien común y a una convivencia pacífica, tanto entre ciudadanos, como entre los pueblos, y los estados.

Que ésto cada vez menos sea una realidad lo demuestran estudios como el recientemente hecho por encargo de la Oficina Federal Suiza para la Comunicación («Neue Zürcher Zeitung» del 2 de febrero), el cual evidencia que es un crecimiento dramático de dependencia por parte de los periodistas con respecto a firmas PR que persiguen intereses propios.

El 80% de las noticias provienen de oficinas de PR

Ya a medidados de los años 80 *Barbara Baerns* en Alemania y *René Grossenbacher* en Suiza demostraron que casi dos tercios de todas las noticias que se difunden en los medios provienen de fuera, es decir de la pluma de agencias de Public-Relations y no de una investigación propia independiente. Es decir que un 80% de todas las noticias en los medios provienen de una sola fuente – localizada en alineadas oficinas de astutas agencias PR. *Jörg Becker* y *Mira Beham* se refieren en el informe aquí presentado «Operación Balcanes: Propaganda para la guerra y la muerte» a una «colonización de los medios por medio de agencias PR» (pag. 16). Ésto se hace evidente en el concepto llamado «embedded journalism» (periodismo encamado) durante la guerra en Iraq: »Uno se acuesta con el otro – abiertamente, sin reparos, sin avergonzarse.» (pag. 16)

Relación entre periodismo y PR: «prostitutiva»

El sector PR crece hoy más rápidamente que el periodismo: Así había en USA, a principios de los años 90, unos 120 000 periodistas, y por otro lado 160 000 especialistas en PR. Ya en el año 2001, el repórter de televisión *Thomas Leif* señaló que esa relación entre periodismo y PR debería llamarse «prostitutiva» y que fomenta tendencias en los medios de comunicación como: «Aumento de lo superfluo, dilución de la información, personalización, falta de seriedad, acentuación de lo secundario dejando de lado intencionalmente lo importante, puestas en escena y constante entretenimiento (cita Becker/Beham, pag. 16) Una comprobación que todo consumente puede confirmar.

Es un logro de Jörg Becker, Profesor honorario de Ciencias Políticas en la Universidad de Magdeburgo y Profesor invitado en la Universidad de Innsbruck, y Mira Beham, experta en los Balcanes, publicista y diplomática OSCE de Viena, el haber puesto al descubierto el mecanismo en época de guerra arriba mencionado, basándose como ejemplo en una meticulosa investigación de la guerra en ex-Yugoslavia.

Homogeneización de la opinión pública por medio de trucos de las PR

Anticipando el informe de Becker y Beham: la guerra de los Balcanes en los años 90 demostró que «los gobiernos en guerra podían convertir su propaganda en mensajes creíbles a través del filtro de agencias PR y sus múltiples canales de comunicación. De ello resulta una homogeneización de la opinión pública en EEUU y en la sociedad occidental en general.» (pag. 35) Diversas agencias PR lograron transmitir la propaganda de guerra de los ex-yugoslavos, no serbios, de manera tal que «una opinión homogénea de la guerra de los Balcanes» se asentó en la opinión pública: que todos los pueblos de los Balcanes son pacíficos excepto los serbios que son agresivos. En esta dirección prefijada se movían según Becker/Beham el gobierno de EEUU, amnesty internacional, Human Rights Watch, Freedom House, el United States Institute of Peace, la Soros-Foundation, intelectuales liberales, y amplios círculos de los conservadores, las Naciones Unidas, periodistas, pero también el gobierno de Zagreb, de Sarajevo, los dirigentes de los kósovo-albaneses UCK». (Pag. 35)

Una ley muy singular de USA: Foreign Agents Registration Act (FARA)

El punto de partida del trabajo investigativo de Becker/Beham es una ley de EEUU, singular en el mundo, que obliga a los gobiernos extranjeros, grupos y personas privadas, a declarar abiertamente su trabajo de PR en EEUU: la *Foreign Agents Registration Act* (FARA). La FARA, dictada en 1938 como protección contra la propaganda nazi en EEUU y ampliada considerablemente en 1966, exige de cada empresa PR americana que declare abiertamente frente al Ministerio de Justicia americano, qué propaganda hacen, para quién, por cuánto tiempo y por qué monto. Estos datos son de acceso público es decir también para la investigación. La ley FARA no quiere prohibir la propaganda para instituciones extranjeras en EEUU, pero sí hacerlas transparentes. Críticos en EEUU señalan que, a su vez, el gobierno de EEUU tiene la posiblidad de apoyarse en esta ley ya sea de un modo laxo o estricto, para dar empuje o para reprimir ciertos temas extranjeros en los medios nacionales (pag. 18). Lo que la ley no tiene en cuenta son contratos de la administración americana misma, tampoco de grandes agencias PR extranjeras como Havas y Euro-RSCG en Francia, Dentsu en Japón o Saatchi&Saatchi en Inglaterra.

Presentarse positivamente ante la opinión pública y alcanzar las metas propias de guerra

La inspección de Becker/Beham en las actas del Ministerio de Justicia, puso de manifiesto 157 contratos por medio año entre clientes de ex-Yugoslavia y 31 agencias PR, así como 9 personas individuales, durante el transcurso de la guerra en ex-Yugoslavia, desde 1991 hasta 2002. Pero según los investigadores, ésto es solo la cima de la montaña (pag. 18). Mientras los contrarios a Serbia (Croacia, Kosovo-Albania, Bosnia-Herzegovina y Eslovenia) invirtieron unos 7,5 millones para su propaganda de guerra, el lado serbio con 1,6 millones invistió menos de un cuarto de la suma de sus contrarios. Mientras los contrarios a Serbia podían contar con agencias de EEUU de renombre internacional, los serbios debían contentarse con firmas menores, alejadas de los centros de poder de EEUU.

Con sus actividades con las PR las dos partes perseguían dos metas: Presentarse ante la opinión pública positivamente, y segundo, alcanzar sus propias metas de guerra.

Meta de la PR contra los serbios: «Equiparar a los serbios con los nazis»

Las agencias PR que trabajaban para clientes no-serbios, según Becker/Beham, declararon en los documentos de la FARA, las siguientes metas de su trabajo:

- «el reconocimiento de la independencia de Croacia y Eslovenia por parte de EEUU,
- aceptación de Eslovenia y Croacia como estados avanzados comparables a estados europeos,
- el presentar a los serbios como opresores y agresores,
- equiparar a los serbios con los nazis,
- formular el programa político de los Kosovo-albaneses,
- presentar a los croatas, los musulmanes de Bosnia y los albaneses de Kósovo como víctimas inocentes,
- el reclutar ONGs, científicos y Think tanks para obtener esas metas.
- la intervención de EEUU en el acaecer de los Balcanes,
- el presentar la conquista de la Krajina serbia por el ejército croata como legítima y legal,
- la continuación de las sanciones de la UNO contra Serbia,
- una decisión favorable con respecto al fallo arbitral de la ciudad bosnia Breko,
- el juicio por genocidio en el Tribunal Internacional en La Haya contra la república de Yugoslavia,
- resultados beneficiosos de las negociaciones para la parte albanesa en Rambouillet
- el juicio a Slobodan Milosevic en el Tribunal para crímenes de guerra en La Haya,
- un impulso a las inversiones de EEUU en los nuevos estados yugoslavos.
- la secesión de Montenegro y Belgrado.» (pag. 28)

La meta de la PR serbia: «Mejoramiento general de la imágen negativa»

Agencias PR que trabajaban para clientes serbios, perseguían, según los documentos de la FARA, las siguientes metas con su trabajo:

- «un mejoramiento general de la imágen negativa,
- mejoramiento de la imágen de la República Serbia bosnia,
- el reclutar ONGs, científicos y Think tank para llegar a realizar las propias metas,
- impulsar las inversiones de EEUU en Serbia,
- mejorar las relaciones con EEUU después de la caída de Milosevic,
- levantar las sanciones de EEUU.» (pag. 29)

Además de agencias PR se pueden alquilar ejércitos privados: por ejemplo MPRI

Becker/Beham constatan que los grupos no-serbios pudieron vender su propaganda con más éxito. Las grandes agencias PR en las que compraron sus servicios, «The Washington Group», «Jefferson Waterman International» y «Ruder Finn» contaban frecuentemente en su personal directivo, con ex- altos funcionarios del gobierno, sobre todo veteranos de la CIA. Por otro lado, eficientes directivos de PRs lograron puestos al servicio del gobierno. En realidad, un carrusel interno al que se suman representantes de la industria armamentista y del Pentagón, provee, frecuentemente, a través de empresas militares, mercenarios para las propaganda de las guerras. Así refieren Becker/Beham sobre las actividades del MPRI (Military Professional Resources Inc. de Alexandria en el estado de Virginia EEUU) durante la «Operación Asalto», en la que en 1995 los croatas expulsaron a los serbios que habitaban en Krajina. (Pag. 38)

La guerra en el Kósovo: 11 000 víctimas en lugar de 500 000

Las guerras en ex-Yugoslavia fueron sangrientas, y se produjeron atrocidades en todos los bandos. El número de las víctimas fue fijado por la ONU, por ejemplo en la guerra del Kósovo: no murieron 500 000 kósovo albaneses, como el Ministerio del Exterior de EEUU dió a conocer inmediatamente después del ataque de la OTAN, tampoco 100 000 como dijo el Ministro de Defensa americano *Cohen* a principios de 1999, ni 44 000 como calculó la ONU al comienzo, ni 22 000 como corrigió después, sino 11 000 según informó la ONU finalmente (pag. 43). Por supuesto que 11 000 vidas humanas son demasiadas, pero así son los hechos. 11 000 muertos entre ellos serbios, sintis romas y otros, además de los kósovo-albaneses. ¿Y qué quería la propaganda de guerra hacer creer a la opinión pública? ¡Se trata de evitar un nuevo Hitler, un nuevo Auschwitz, un nuevo holocausto!

El truco de Ruder Finn: la transformación milagrosa de Tudjman

Es picante el hecho de que fue la agencia PR de Ruder Finn la responsable en minimizar el holocausto. Picante porque el co-fundador David Finn recurrió a su orígen judío para fundamentar la alta autoridad ética de Ruder Finn. Su representante, James Harff, se jactaba en un reportaje de cómo logró invertir la historia y presentar al Presidente croacio *Franjo Tudjman* – un declarado antisemita – como un hombre de bien frente a la opinión pública judía en EEUU y a la vez endemoniar a los serbios, que en la Segunda Guerra, durante la ocupación nazi, ayudaron como ningún otro a sus conciudadanos judíos (pag. 40). Tampoco tuvieron inconveniente en editar, en una versión corregida para el mercado de EEUU, el libro antisemita revisionista de Tudjman «Caminos extraviados de la historia» bajo el título «Horrors of War». Sólo se suprimieron, para la edición de EEUU, los párrafos discutibles.

Ruder Finn equipara Auschwitz con los serbios

El hombre de Finn, James Harff, se refirió a estos hechos en el típico modo arrogante y directo de los estrategas PR: «El llevar a las organizaciones judías a ponerse del lado de Bosnia, fue un truco grandioso. De un golpe pudimos equiparar frente a la opinión pública los serbios con los nazis […]. De inmediato se hizo notable un cambio en el lenguaje de los medios, acompañado de expresiones de un fuerte peso emocional como, limpieza étnica, campos de concentración etc. Todo ésto evocaba una comparación con la Alemania nazi, cámaras de gas, Auschwitz. La carga emocional era tan fuerte, que nadie se atrevía a contradecir por peligro de ser considerado revisionista. Dimos en el blanco». (pag. 41) Si tal descaro le corta la respiración a los lectores del informe Becker/Beham, igualmente debe uno preguntarse hasta qué punto uno ha aceptado esa manipulación y se ha dejado envolver como un idiota por la viveza de los estrategas de las PR.

Ni siquiera llamamientos judíos lograron ayudar a los serbios

Incluso representantes de la comunidad judía como la premio nóbel Elie Wiese no fueron escuchados: «La persecución de los albaneses, siendo terrible, no es un holocausto», afirmó Wiesel en 1999, y la Jewish World Review advirtió que en la Alemania nazi no hubo una armada judía clandestina que persiguiera la fundación de un estado judío en suelo alemán, tampoco hubo atentados contra policías o soldados alemanes, para provocar una reacción violenta que afectara al propio pueblo – pero ésto exactamente hicieron los kósovo-albaneses UCK. Se agregó además que durante los bombardeos de la OTAN en el norte de Serbia y en la zona de Belgrado, 200 000 albaneses podían vivir seguros y confortablemente – lo que en un genocidio no hubiera sido posible. (pag. 44)

Hacer transparentes también en el propio país contratos con las PR

Becker y Beham lograron sensibilizar al lector sobre modos de proceder corrientes en los medios, por ejemplo, cuando de pronto, como casualmente, aparecen repetidamente informes con el carácter de una campaña, queriendo canalizar las opiniones en una dirección determinada.

¿Sería recomendable que otros estados tambien dictaran una ley similar a la FARA – porqué no pueden exigir tambien los ciudadanos de todos los países que las PR tengan la obligación de declarar los contratos frente a los propios gobiernos? ¿Sobre todo cuando el propio dinero de los impuestos se dilapida y se utiliza para desinformar a los ciudadanos en lugar de cumplir con la misión de informar? Por lo tanto no sólo es de desear que el estudio de Becker/Beham tenga una extensa difusión sino que merece además una amplia discusión entre los ciudadanos – como la impulsada en Suiza a través de la iniciativa «Soberanía de los pueblos en vez de propaganda oficial». •

(Traducción *Horizons et débats*)

Becker, Jörg/Beham Mira, *Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod*. Baden-Baden 2006. ISBN 3-8329-1900-7.

Fête commémorative à l'occasion du 50e anniversaire de l'appel contre l'armement atomique d'Albert Schweitzer

dk. Le 23 avril 1957, *Albert Schweitzer* lança sur les ondes de *Radio Oslo* un appel contre l'armement atomique pour réveiller la conscience de l'humanité. Ce fait eut lieu à l'époque de la course aux armements entre les deux super-puissances, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, qui après la Seconde Guerre mondiale, avaient tous deux commencé à faire des essais nucléaires sur l'atoll de Bikini (USA) et en Sibérie (URSS).

L'*Association Internationale de l'Œuvre du Docteur Albert Schweitzer de Lambaréné,* a organisé, à 53 endroits partout dans le monde, des fêtes commémoratives en souvenir de cet appel. La première manifestation eut lieu dans les îles Marshall, la deuxième à Hiroshima, suivies par des cérémonies en Europe, en Afrique et finalement à Los Angeles et à San Francisco.

A cette série d'événements, il faut aussi intégrer la fête commémorative qui eut lieu le 23 avril, dans l'église Saint-Esprit, à Berne. Cette fête fut organisée par *l'Association Suisse d'Aide à l'Hôpital Albert Schweitzer de Lambaréné.* A cette occasion, le pasteur *Hans Zoss* faisait remarquer dans son introduction que la situation actuelle – du point de vue de la politique internationale – ressemblait fort à celle d'autrefois et qu'un grand nombre de pays disposait maintenant non seulement d'armes nucléaires mais était également prêts à les employer. Le danger «de se voir embrigadé par n'importe quel hasard dans une guerre atomique», comme le Docteur Schweitzer l'exprimait dans un autre appel, n'est toujours pas banni mais augmente à cause de la prolifération de ces armes de destruction massive, aux dires du Pasteur H. Zoss. Tenant compte de la situation actuelle, la cérémonie devrait servir également à renouveler l'appel d'Albert Schweitzer adressé autrefois au monde entier.

L'orchestre symphonique des Jeunes du Conservatoire de Berne, sous la direction d'*Ingo Becker,* a joué la symphonie numéro 82, intitulée l'«ours», de *Joseph Haydn* et la symphonie numéro 9 «Du Nouveau Monde» d'*Antonin Dvorak.* L'orchestre symphonique a ainsi créé un cadre digne à la cérémonie et a donné un élan enthousiasmant et jeune à cet appel.

Rainer Zurlinde a lu, ensuite, le discours d'Albert Schweitzer qui a été diffusé par *Radio Oslo* et été transmis par 150 stations radiophoniques associées dans 50 pays. Le discours disait :

«Avec d'autres qui se sentent responsables de mettre en garde à l'oral et à l'écrit, j'élève ma voix. Mon âge et la sympathie qui m'a rapporté l'idée du respect de la vie, me font espérer que mon avertissement pourra contribuer à préparer le terrain à la conscience nécessaire.»

En tant que médecin, le Docteur Schweitzer informait dans son discours des conséquences médicales et biologiques des explosions nucléaires et «du danger pour l'humanité qui n'est pas à sous-estimer». Il parlait avec insistance de la contamination radioactive de l'atmosphère due aux essais nucléaires et des dangers pour la santé des hommes et des animaux, ainsi que pour le cycle biologique sur terre. A cette époque déjà, les scientifiques discutaient des conséquences des essais de bombes nucléaires. On savait, par exemple, qu'après les essais nucléaires en Sibérie, il y avait régulièrement des pluies radioactives au Japon. On savait aussi que le fleuve Columbia, proche d'une centrale nucléaire en Amérique du Nord, était contaminé. On savait encore que des pêcheurs japonais proches de l'atoll de Bikini étaient également contaminés par une pluie de cendres radioactives et qu'ils tombaient malades.

Albert Schweitzer a également mis en garde des dangers de l'irradiation pour la santé humaine. Il a démontré que de graves maladies du sang naissaient de l'irradiation et conduisaient jusqu'à la mort. En effet, lors d'une explosion nucléaire des particules minuscules sont diffusées dans l'atmosphère et causent des changements profonds de l'hérédité dont les conséquences ne sont pas encore prévisibles aujourd'hui, mais apparaîtront dans 100 à 150 ans chez nos descendants:

«Après notre dernier entretien, j'ai pensé qu'un danger d'une telle ampleur n'était pas facile à saisir par la raison humaine. Aussi longtemps qu'un jour passe après l'autre et que le soleil continue à se lever et se coucher, l'invariable cycle de la nature semble effacer de telles réflexions. Mais nous oublions que le soleil peut continuer à se coucher et à se lever et la lune peut poursuivre son chemin comme autrefois mais que l'homme sur cette terre est capable de créer une situation où le soleil et la lune regardent de haut sur une terre dénudée de tout ce qui vit». (Albert Schweitzer, cité in Cousins, Norman: *Albert Schweitzers Mission*: *Healing and Peace,* New York, London 1985, p. 106).

(photo keystone)

A l'époque, l'appel d'Albert Schweitzer trouva partout dans le monde un écho considérable. Aux Etats-Unis, il déclencha un débat public. Le discours fut intégralement publié dans «New York Times», *Saturday Review* et dans d'autres journaux. Malgré de vives attaques répétées, l'engagement de Schweitzer a été couronné d'un succès partiel; ce fut le début des négociations sur l'arrêt des essais nucléaires, à Genève, négociations qui aboutirent en 1963 au Traité de Moscou interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace cosmique et sous l'eau.

Tenant compte de la situation tendue, au niveau de la politique internationale, et du fait qu'aujourd'hui beaucoup plus d'Etats disposent d'armes nucléaires largement plus destructrices qu'auparavant, l'avertissement d'Albert Schweitzer est plus actuel que jamais:

«Actuellement nous avons le choix entre deux risques. L'un consiste dans la poursuite insensée de la course aux armements atomiques et dans le danger imminent d'une guerre nucléaire inévitable et proche et l'autre dans le renoncement aux armes nucléaires et dans l'espoir que les Etats-Unis, l'Union soviétique et les peuples alliés réussiront à coexister en tolérance et en paix. Le premier choix n'englobe aucune chance d'un avenir profitable, le deuxième par contre le fait. Il faut oser le deuxième.» (Albert Schweitzer, cité in *Ehrfurcht vor dem Leben und Weltverantwortung – Albert Schweitzers Appelle gegen die Atomrüstung*, Christian Jenssen, Berlin, Günsbacher Hefte 9, publié par l'*Association internationale de l'Œuvre du Docteur Albert Schweitzer de Lambaréné*, F-68140 Günsbach, p. 30). •

«Je suis vie qui veut vivre, entouré de vie qui veut vivre»

L'éthique consiste donc à me faire éprouver par moi-même la nécessité d'apporter le même respect de la vie à tout le vouloir-vivre qui m'entoure autant qu'au mien. C'est là le principe fondamental de la morale qui doit s'imposer nécessairement à la pensée. Le bien, c'est de maintenir et de favoriser la vie; le mal, c'est de détruire la vie et de l'entraver. (p. 73)

Mais une chose est claire. Là où la collectivité a une emprise plus forte sur l'individu que l'individu sur la collectivité, c'est la décadence, parce que la grandeur dont tout dépend, c'est-à-dire la valeur intellectuelle et morale de l'individu, est alors nécessairement entravée. Il en résulte un appauvrissement de la pensée et de la moralité de la société tout entière, qui la rend incapable de comprendre et de résoudre les problèmes auxquels elle doit faire face. Tôt ou tard, elle s'effondre en catastrophe.

Puisque nous en sommes là, c'est aux individus à prendre plus fortement conscience de la grandeur de leur mission et à remplir de nouveau la fonction qu'ils sont seuls à pouvoir assumer, à savoir mettre sur pied un idéal éthique et spirituel. Si cet appel n'est pas entendu par un grand nombre d'individualités, rien ne pourra nous sauver.

Une opinion publique nouvelle devra se former sans intervention officielle. L'opinion publique actuelle n'est entretenue que par la presse, la propagande, les organisations et les pressions exercées par le pouvoir et par l'argent qui se mettent à sa disposition. A cette propagation artificielle des idées doit s'en opposer une autre, naturelle, d'homme à homme, basée uniquement sur la justesse de la pensée et la réceptivité de l'auditeur à la vérité. Sans arme, à la façon des premiers combattants de l'esprit, elle devra affronter sa rivale qui marche contre elle comme *Goliath* contre *David,* avec l'armure puissante des temps d'aujourd'hui. (p. 88/89)

Je suis de ceux qui ont tenté de conserver juvéniles leurs pensées et leurs sentiments, et j'ai lutté contre les démentis de l'expérience pour garder intacte ma foi au bien et au vrai. A notre époque où la violence, sous le masque du mensonge, occupe, plus menaçante que jamais, le trône du monde, je n'en reste pas moins convaincu que la vérité, l'amour, l'esprit pacifique, la douceur, la bonté sont des forces supérieures à toute force. C'est à elles que le monde appartiendra, pourvu qu'un nombre suffisant d'hommes gardent dans leur âme et pratiquent dans leur vie, avec pureté et constance, l'esprit de charité, de vérité, de paix et de douceur.

Toute violence a en soi sa limite. Car elle enfante la violence contraire qui tôt ou tard l'égalera ou la surpassera. La débonnaireté, au contraire, agit par des moyens simples et continus. Elle n'engendre pas de résistance paralysante. S'il en existe, elle la dissipe, comme elle dissipe méfiances et malentendus. Elle se fortifie elle-même en suscitant la bonté. C'est pourquoi elle constitue la force la plus intense et la mieux appropriée. Toutes les semences de bonté qu'un homme répand dans le monde, lèveront un jour dans le cœur et la pensée des autres hommes. C'est de notre part coupable négligence, que de ne pas oser inaugurer résolument le régime de la bonté. (p. 86/87)

La guerre atomique ne connaît pas de vainqueurs, mais uniquement des vaincus. Chaque belligérant subit par les bombes et les projectiles atomiques de l'adversaire les mêmes dégâts qu'il lui inflige par les siens. Il en résulte un anéantissement continu auquel aucun armistice ni aucun traité de paix ne peuvent mettre fin.

Lorsqu'il s'agit d'armes atomiques, aucun peuple ne peut lancer à l'autre le défi: laissons décider le sort des armes. Il peut seulement dire: allons-nous nous suicider tous les deux par une extermination réciproque? Un parlementaire anglais a dit avec raison que celui qui emploiera les armes atomiques subira le sort de l'abeille, qui, lorsqu'elle pique, périt justement pour avoir fait usage de son dard.

Entreprendre une guerre avec des armes atomiques pour défendre la cause de la liberté ne donnerait pas les résultats souhaités. Avant même qu'elle fût terminée, ceux pour qui elle aurait été engagée auraient cessé d'exister, ou seraient promis à une mort certaine par une maladie incurable. A la place de la liberté, ils auraient gagné l'anéantissement. (p. 98)

Le progrès qui tend à transformer de plus en plus la guerre en un duel mené avec des armes autorisées gardera toujours un caractère artificiel. Le but que l'humanité doit viser est de soustraire les questions qui divisent les peuples à la décision par les armes pour les soumettre obligatoirement à un règlement pacifique. (p. 103)

Et pourtant un renouveau de confiance est indispensable. Nous ne pouvons pas persister dans cette méfiance paralysante. Si nous voulons sortir de la situation désespérée dans laquelle nous nous trouvons, un nouvel esprit doit naître dans les individus et dans les peuples. Il ne peut naître et se développer que si le sentiment de la nécessité de sa venue, dont nous faisons l'expérience, nous donne la force de croire en lui. Nous pouvons supposer que les membres des autres peuples, qui ont passé comme nous par les mêmes événements terribles, vivent la même expérience. Nous allons à leur rencontre en nous souvenant que nous sommes tous des hommes et qu'eux aussi sont doués du même don de sentir, de penser, de vouloir que nous.

Cette conscience de notre commune humanité s'est perdue au cours des guerres et des luttes politiques. Nous sommes arrivés à présent à ne voir dans l'autre que le ressortissant d'un peuple allié ou ennemi, et à rester prisonniers des opinions, préjugés, sympathies ou antipathies qui sont la conséquence de cette attitude. Il s'agit de découvrir maintenant que tous nous sommes aussi des hommes, et que nous devons supposer, même au prix d'un effort, que l'autre aussi peut posséder les qualités morales qui font l'homme. Par cette voie, nous pouvons nous élever à la croyance que les membres des autres peuples ressentent également le besoin de l'éveil d'un nouvel esprit, grâce auquel nous redeviendrons mutuellement dignes de confiance. (p. 101/102) •

Source: Albert Schweitzer, *Respect de la vie,* Arfuyen 1990, Paris, ISBN 2-903941-00-0, ISSN 0756-6182

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Retour à la réalité

par Philipp Gut

L'affaire d'une école zurichoise a déclenché un débat sur les enseignants et les autorités scolaires. Des enquêtes prouvent qu'un revirement de l'opinion est en train de s'opérer: Les méthodes douces auraient fait leur temps, le multiculturalisme aurait échoué. Beaucoup d'enseignants demandent plus de discipline et d'ordre.

Juste en dessous du dernier arrêt du train de l'Uetliberg se trouve une tente indienne spacieuse. Au solstice d'été ou chaque fois qu'il faut faire appel au grand Manitou, deux douzaines d'hommes et de femmes se rassemblent pour battre le tambour. Ils dansent autour du feu, chantent des chants de paix et des hymnes à la Terre, notre mère à tous. La plupart de ces «indiens» sont des instituteurs du primaire.

Au pied de l'Uetliberg, bien en dessous du tipi, se trouve la circonscription scolaire d'Uto avec l'école du Borrweg. Cette école a fait récemment la une des journaux parce qu'une classe avait «usé» six instituteurs en deux ans et demi. Pour les initiés, cela n'a rien de particulier. A l'école de Küngenmatt, qui appartient à la même circonscription, une sixième primaire en est à son septième instituteur. Cet homme expérimenté réussit à gérer la classe. Il laisse ses élèves se défouler au cours des activités sportives et il obtient d'excellents résultats en chant. Ces élèves ont gagné plusieurs concours de chant et des coupes alignées le long des murs de la classe rappellent leurs victoires en football et en unihockey. L'instituteur a plutôt des problèmes avec des enfants d'autres classes et avec des parents. Il y a deux ans, lorsqu'un élève en avait attaqué un autre dans la cour de récréation et que l'enseignant s'était interposé, l'agresseur l'avait menacé d'aller à la police. Le lendemain, son père, un Macédonien, avait fait irruption poings levés dans la salle de classe pendant un cours. L'instituteur avait porté plainte mais il avait retiré sa plainte à la demande de la commission scolaire (son président était déjà à ce moment-là le social-démocrate *Andreas Rüegg* qui s'est attiré des critiques à cause de son inaction dans l'affaire du Borrweg).

Des réformes inutiles

Deux scènes, deux coups de projecteurs sur des instituteurs suisses: certains, chaussés de sandales Birkenstock et vêtus de laine bio, fuient la réalité dans l'ésotérisme tandis que d'autres tiennent le coup en affrontant des enfants difficiles et des parents encore plus difficiles mais ils ne sont pas soutenus par les commissions scolaires. L'enseignant, autrefois incarnation de l'autorité et du respect, subit aujourd'hui toutes sortes de pressions. Qu'est-ce qui se passe dans les écoles? *Max Müller,* membre depuis 26 ans du bureau de l'Association d'enseignants de Bâle-Campagne, ces 15 dernières années en tant que président, nous peint un tableau plutôt sombre. D'après lui, l'école souffre de deux maux: une avalanche de réformes qui énervent de plus en plus d'enseignants parce qu'ils n'en voient pas l'utilité et une grave détérioration des «conditions d'apprentissage externes».

Scepticisme fondé

L'ouverture des enseignants aux réformes est à son point le plus bas. D'après un sondage de la Fédération des associations d'enseignants effectué auprès de 4200 enseignants, trois quarts d'entre eux doutent que les réformes en cours aboutiront, avant tout le projet *HarmoS* qui veut harmoniser les systèmes cantonaux dans toute la Suisse. Le scepticisme est fondé, comme le prouve un coup d'œil jeté sur les ruines des réformes des dix dernières années.

Prenons l'exemple du canton de Berne. En 1996, on a demandé aux écoles de développer des modèles mais ces derniers ne purent pas vraiment être réalisés car les directions avaient trop peu de compétences. Cette même année, la nouvelle matière *NMM* (Natur, Mensch, Mitwelt [nature, homme, environnement]) a été introduite à l'école primaire. Elle comprend les matières traditionnelles histoire, géographie et histoire naturelle. Au «secondaire II» (second cycle du secondaire) ces disciplines continuent d'être enseignées séparément et dans le bulletin scolaire doivent figurer deux notes, l'une de NMM-nature et l'autre de NMM-histoire/géographie. La plupart des écoles secondaires sont revenues au système traditionnel et inscrivent dans les emplois du temps «NMM-histoire», «NMM-géographie», et «NMM-nature».

En 1996 également, un nouveau programme surchargé a été introduit, un catalogue d'épicier obéissant à la devise: voyez tout ce qu'on peut faire! Résultat: il n'est pas appliqué. En 1998, on a essayé de réformer la neuvième année. Treize écoles ont participé au projet pilote, mais il n'y a jamais eu de généralisation. En 1999, on a investi 100 000 francs dans un projet visant à répondre aux besoins des enfants doués, mais une année après, il avait disparu dans les tiroirs. En 2000, 30 écoles du canton de Berne ont pu se soumettre à une procédure de contrôle de la qualité, dans la perspective d'une introduction généralisée en 2004. Le projet a été enterré définitivement en 2005. La réforme de la formation des maîtres a été un fiasco encore plus grand. Le secrétaire général du Département de l'instruction publique d'alors a confié ce grand projet à son épouse, professeur de lycée sans formation complémentaire. Un rapport d'experts a constaté des manques au niveau de la conduite du projet et il a fallu tout reprendre à zéro. La haute école pédagogique qui a pris le relais du «Lehrerseminar» traditionnel a démarré avec un retard de plusieurs années.

Un nouveau système d'évaluation (projet *Schübe*) a également fait naufrage. Un vaste mouvement de protestation des enseignants a mis fin à cette entreprise de réglementation trop ambitieuse. Et il est probable que l'harmonisation nationale de l'école primaire échouera pour les mêmes raisons: elle est trop ambitieuse et inapplicable.

Des parents récalcitrants

La «détérioration des conditions d'apprentissage» est prouvée statistiquement. D'après le sondage de la Fédération des associations d'enseignants un enseignant sur quatre se plaint du manque de discipline. Les efforts souvent vains pour imposer la discipline nuisent à la mission principale, c'est-à-dire à l'enseignement des matières. Les élèves considèrent les cours comme une interruption désagréable de leurs loisirs, ils manquent de volonté d'apprendre. De plus, les parents donnent du fil à retordre aux enseignants. Alors qu'à la maison ils négligent leurs devoirs éducatifs, ils s'immiscent à tout propos dans des questions d'enseignement. D'une part, l'école doit veiller à ce que les enfants se brossent correctement les dents, s'occupe de leur éducation sexuelle, les protège contre la consommation de drogues et d'alcool et leur apprennne les bonnes manières. D'autre part, il ne faut surtout pas que les enfants aient trop de devoirs ou des devoirs trop difficiles et surtout pas du jeudi au lundi à cause du week-end prolongé.

Une mère est intervenue en plein cours d'anglais d'un enseignant bâlois pour lui dire que son fils n'avait pas à apprendre le mot *earthquake* (tremblement de terre) parce qu'il était inutile et trop compliqué. Une arme favorite des pères consiste à brandir la menace d'un avocat ou à user de la violence. Les patriarches d'origine ex-yougoslave ou turque y ont volontiers recours. A l'école de Sihlweid, dans le quatrième arrondissement zurichois, un enseignant a dû s'enfermer dans sa classe et appeler les secours par téléphone parce qu'il était menacé par le père d'un élève étranger.

Lorsque l'on recherche les causes de ces difficultés, on entend déplorer partout que les «impératifs d'économies» portent préjudice à la qualité de l'enseignement. Persuadé de cela, *Urs Keller,* président du *Zürcher Lehrerverband* (Association des enseignants zurichois), a eu recours à un procédé inhabituel: il a donné une recommandation pour les élections cantonales du week-end suivant: ne pas élire les candidats des partis de droite UDC et PRD parce qu'ils demandaient une baisse des dépenses de l'Etat et s'opposaient à une hausse des impôts. Keller a expliqué que pour les enseignants, la hausse des traitements était primordiale. Or que gagnent les enseignants zurichois? Un instituteur du primaire gagne entre 78 000 et 140 000 francs par année (moyenne: 104 881 francs), un enseignant du secondaire entre 85 000 et 150 000 francs (moyenne: 117 529) et un enseignant de lycée jusqu'à plus de 170 000 francs. Dans l'enseignement spécialisé, le salaire moyen est de 120 511 francs (primaire) et de 133 023 francs (secondaire). Au vu de ces chiffres, on a quelque peine à comprendre que Keller se plaigne de ce que la profession d'enseignant n'offre pas de «perspectives financières» (mis à part les doutes qu'on peut avoir sur les connaissances en politique économique du président de l'Association, car les baisses d'impôts entraînent généralement des hausses de recettes de l'Etat). Ces prochaines années, le budget de l'enseignement augmentera dans le canton de Zurich. La mesure la plus radicale dans le cadre des économies du gouvernement était d'augmenter d'un élève l'effectif moyen des classes: il devait passer de 20 à 21 en primaire et de 17,6 à 18,6 en secondaire. Or cela ne peut être la cause de la situation catastrophique de l'école.

Les idéaux éducatifs de la génération de 68

Il est trop facile de présenter les enseignants uniquement comme des victimes de l'évolution de la société. La situation dans les classes a été en grande partie fabriquée par l'école. La folie des réformes ainsi que la dégradation de la discipline peuvent finalement être imputées aux idéaux éducatifs des années 1968. L'homme, disaient les pédagogues de 68, est fondamentalement bon. L'autorité et la discipline passaient pour incompatibles avec la dignité humaine: des changements institutionnels devaient libérer les élèves des chaînes de l'enseignement traditionnel.

Depuis lors, ce sont les méthodes d'éducation douces qui dominent dans les écoles : la plus grande autonomie possible pour les élèves, l'apprentissage par le plaisir, des méthodes nouvelles d'enseignement et un sentiment de honte des enseignants vis-à-vis de leur autorité ont marqué toute une génération. Moi-même, j'ai fréquenté une institution de formation des maîtres de 1987 à 1992 et j'ai connu les méthodes à la mode. Un manuel portait le titre de «Modifications du comportement». Ce jargon était typique: On ne parlait plus «d'éducation» car ce terme avait une connotation négative: il évoquait le pouvoir exercé sur les élèves pour les mener dans une certaine direction. Les enseignants évitaient soigneusement la notion de «modèle» considérée comme désuète et moralisatrice. Cependant, peu importe que l'enseignant veuille ou non être un modèle, il en est un de toute façon, positivement ou négativement. «Les enseignants ont la mission, pleine de renoncement, d'incarner des types humains auxquels les jeunes auront à faire dans leur vie», a écrit *Bertold Brecht.*

Aujourd'hui encore, les enseignants croient à des recettes méthodiques et à une planification minute par minute de leurs cours. Mais on oublie une vérité simple: Les trucs pédagogiques ne peuvent fonctionner que si l'enseignant a une personnalité et se présente à la classe comme une autorité («autorité» était un de ces mots interdits!). Lorsque le professeur du lycée cantonal de Wetzikon *Armin P. Barth* a, dans la revue *Gymnasium Helveticum*, attiré l'attention sur le fait que ce qui est déterminant dans l'enseignement est antérieur «à toute didactique», il a été presque unanimement approuvé en Suisse (un livre de lui à ce sujet paraîtra en mai aux éditions *Klett*). Teneur des réactions: «Il y a longtemps que quelqu'un aurait dû dire cela!»

Le pamphlet «Lob der Disziplin» (Eloge de la discipline) de *Bernhard Bueb* a eu le même effet libérateur. L'ancien directeur du prestigieux internat allemand de Salem a énoncé l'idée taboue que sans discipline, ni l'apprentissage ni les réalisations culturelles ne sont possibles. Sauf auprès des vieux soixante-huitards et de quelques spécialistes des sciences de l'éducation, le livre a eu un énorme succès. En moins d'une année, il a connu plus de dix rééditions. Lors de ses conférences, les auditeurs, avant tout des enseignants et des parents entre 30 et 45 ans, remercient Bueb de leur avoir rendu la liberté d'inculquer à leurs enfants des règles claires. Ses détracteurs ont mal compris ses idées; ils les ont prises pour un plaidoyer en faveur d'un retour au passé, lorsque l'enseignant était encore une personne inspirant naturellement le respect et qui dirigeait en même temps la société de gymnastique et le chœur paroissial.

Mais il ne s'agit pas de cela. Aujourd'hui, les enseignants doivent conquérir leur autorité, contrairement à autrefois où elle leur était conférée automatiquement par leur rôle. Le fait que les enfants d'aujourd'hui se permettent plus de choses rend l'enseignement plus intéressant, remarque un enseignant qui exerce son métier avec succès depuis des décennies.

Ce sont là les signes d'un tournant positif auquel participent aussi des enseignants de gauche. Sous la pression des réalités quotidiennes – problèmes de discipline, violence, taux élevée d'étrangers dans les villes et les agglomérations –, des tabous longtemps respectés ont été brisés. Un des briseurs de tabous est l'enseignant vert biennois *Alain Pichard*. En septembre dernier, il a, en son nom et celui de trois collègues, décrit dans la *Weltwoche* les difficultés que rencontrent les écoles biennoises avec les immigrés.

Les réactions à cet article ont été violentes. Pichard a été insulté par courriels, des camarades de parti ont cessé de le saluer dans la rue. Ils ont demandé de l'exclure du parti. Mais Pichard a aussi reçu des félicitations. Un chauffeur de trolleybus, vieux syndicaliste, l'a fait venir par haut-parleur près de lui dans un bus bondé pour le remercier. Beaucoup d'anciens élèves l'ont félicité, d'innombrables collègues enseignants l'ont remercié spontanément. Ils disaient tous en substance: «Enfin quelqu'un a osé parler!» Les amis étrangers de Pichard, des Albanais, des Croates, des Vietnamiens et des Serbes ont tous salué sa prise de position. Aujourd'hui, l'enseignant estime que «la grande majorité» de ses collègues biennois pensent comme lui.

Conflit avec la réalité

Le fait que leurs idéaux entrent en conflit avec la réalité, les adeptes du multiculturalisme le confirment indirectement en retirant leurs propres enfants des classes fréquentées par un grand nombre d'enfants parlant une autre langue. Dans la circonscription scolaire zurichoise de Limmattal, le taux d'étrangers en primaire est de 64%, en secondaire entre 44 et 68% selon le type d'école et dans les classes à petits effectifs (classes spécialisées) de 82%. C'est justement ces 4e et 5e arrondissements, fiefs traditionnels des sociaux-démocrates, que des parents suisses quittent pour aller s'installer ailleurs dès que leurs enfants vont à l'école. Ils ont recours à toutes sortes d'astuces. Une mère qui élève seule son enfant s'est fait domicilier pour la forme chez une amie habitant le Zurichberg pour que son enfant puisse fréquenter l'école là où le taux d'étrangers n'est que de 18%. Une autre famille a envoyé son fils pour six mois à l'école *Rudolf Steiner* pour pouvoir l'inscrire ensuite dans une autre école publique. Un membre du parti des Verts a dit ouvertement qu'il n'enverrait jamais, au grand jamais sa fille à l'école enfantine publique parce que sur 21 enfants 19 seraient des étrangers. Il l'a inscrite dans un jardin d'enfants privé.

Dans ces circonstances, le libre choix de l'école ne serait pas seulement plus honnête mais probablement préférable. Une concurrence entre écoles les forcerait à se donner un profil clair. Des «bons scolaires», comme les a proposés l'économiste libéral *Milton Friedman* et comme les préconise le *Lobby parents suisses*, permettrait aux parents de choisir librement l'école dans laquelle ils souhaitent envoyer leurs enfants. Cela profiterait en premier lieu aux immigrés qui n'ont pas, la plupart du temps, les moyens de sortir de leur ghetto. Le développement de l'enseignement des langues ces dernières années et la réduction parallèle du temps réservé aux sciences et aux mathématiques ont rendu encore plus difficile la situation des enfants de langue étrangère. Un système libéralisé dans lequel les écoles peuvent fixer librement leurs programmes est mieux adapté aux différents besoins des élèves. Pourquoi un enfant de-

Suite page 12

«Explorons le droit humanitaire» (V)

Programme éducatif multimédia du Comité international de la Croix-Rouge

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Dans le module 3, les élèves ont examiné les infractions au droit humanitaire et leurs causes. Ils ont également appris à reconnaître qui est chargé de faire respecter le droit international humanitaire (DIH). Dans le module 4, ils découvrent pourquoi les crimes de guerre sont punis et nous prenons connaissance de l'histoire des tribunaux internationaux. Pourquoi la justice est-elle nécessaire? Comment la justice peut-elle être rendue? Les élèves et les enseignants travaillent ensemble sur ces problèmes humains.

Module 4: garantir la justice

Faut-il traduire devant un tribunal les personnes qui ont commis des crimes de guerre? Ou bien devrait-on, la guerre terminée, oublier les crimes de guerre et amnistier les auteurs? Qu'est-ce qui est plus utile pour favoriser une vie commune pacifique après la guerre? Les élèves sont incités de diverses manières, au moyen d'exemples historiques et de discussions, à se former une opinion. Ils apprennent qu'il n'existe pas de réponse simple et consensuelle à ces problèmes complexes, et que dans beaucoup de pays et dans beaucoup de situations, on traite ceux-ci de façons différentes.

Exploration 4A: Pourquoi les violations du DIH doivent être sanctionnées

En faisant un rappel des graves violations du DIH qui constituent des «crimes de guerre» (voir encadré), il est évident que de tels crimes ne peuvent pas être simplement oubliés. L'objectif du module 4 est donc de comprendre quelle influence l'attitude adoptée vis-à-vis des responsables des violations peut avoir pour l'avenir d'une société après un conflit armé.

«Dans des situations d'après-guerre civile, il faut savoir passer l'éponge.»

(Paul Thibaud, essayiste)

«A trop passer l'éponge, la plaie ne cicatrise pas.»

(Louis Jounet, magistrat, rapporteur spécial de l'ONU)

«Le jugement des hommes politiques doit permettre un examen de conscience de la communauté où ces crimes se sont produits.»

(Paul Thibaud, essayiste)

«Il n'y aura pas de réconciliation sans vérité ni justice. Il est nécessaire de savoir où sont les corps des disparus.»

(Gladys Diaz, journaliste, prisonnier politique pendant plus de 2 ans)

Trois approches des mécanismes de la justice

Plusieurs possibilités pour étudier l'application de la justice dans ce domaine complexe sont proposées à l'enseignant. (Le module 4 est recommandé à des élèves plus âgés et plus avancés.)

1. L'imposition de la justice par les lois nationales et les tribunaux

Les Conventions de Genève exigent explicitement de tous les Etats qu'ils promulguent une législation pénale afin de sanctionner ceux qui sont responsables de graves violations du DIH. À relever en particulier: même pour les chef d'Etat, il n'existe pas d'immunité en ce qui concerne les crimes de guerre; l'exécution des ordres n'est pas une excuse; il n'existe pas de prescription pour les violations du droit humanitaire.

2. L'imposition de la justice par des tribunaux internationaux

Les premiers tribunaux pénaux internationaux ont été les «procès de Nuremberg», après la Seconde Guerre mondiale; dans les années quatre-vingt-dix, des tribunaux spéciaux ont été créés pour les crimes de guerre en ex-Yougoslavie et au Rwanda.

Depuis 1998, il existe une Cour pénale internationale, dont les statuts ont été ratifiés par 139 Etats. Pourtant son efficacité n'est pas encore certaine.

La création de tribunaux internationaux sera analysée plus précisément dans la deuxième partie du module 4.

Il faut remarquer que les tribunaux internationaux ne peuvent pas complètement remplacer une juridiction pénale nationale efficace. Ce sont plutôt les Etats qui assument l'obligation première de diffuser le DIH et de prévenir et de sanctionner les violations du DIH.

3. La quête de justice par l'entremise des commissions de la vérité et de la réconciliation

Les commissions de la vérité ne sont pas des tribunaux. Leur but est d'établir les faits sur les violations du DIH et des Droits de l'Homme. Dans plusieurs Etats d'Amérique Latine (Argentine, Chili et autres), des commissions de la vérité ont été instaurées pour élucider les crimes des anciens régimes. Elles ne rédigeaient que des rapports et émettaient des recommandations aux gouvernements actuels.

La commission de vérité et de réconciliation (CVR) en Afrique du Sud avait pour mission d'enquêter sur les crimes qui avaient été commis pendant la levée de l'apartheid. Leurs buts n'étaient pas la poursuite et la punition, mais la réconciliation. Les coupables, qui avouent sincèrement leur crime, peuvent être amnistiés (impunité).

Exploration 4B: la naissance de tribunaux internationaux

Dans cette partie, il s'agit de comprendre comment les efforts internationaux se sont développés pour faire juger devant un tribunal les crimes de guerre. De plus, quelques questions sont soulevées, qui apparaissent lors des procès sur les crimes de guerre.

En partant des «procès de Nuremberg», nous apprenons que les principes de Nuremberg développés en 1946 sont encore en vigueur jusqu'aujourd'hui. Ainsi, une personne qui commet un crime selon le droit humanitaire sera sanctionnée même si les faits selon les lois nationales ne sont pas punissables. Même, les chefs d'Etats et les personnes qui ont exécuté les ordres seront traduits devant le tribunal.

Nous apprenons à connaître les tribunaux internationaux pour le Rwanda et pour l'ex-Yougoslavie et nous nous occupons finalement de la création de la Cour pénale internationale (CPI). Pourquoi avons-nous besoin d'une cour internationale pour des crimes comme les génocides et les crimes contre l'humanité? Les tribunaux nationaux ne pourraient-ils pas s'en occuper?

Tout au long du manuel, la réponse à cette question sera claire: les parties contractantes aux Conventions de Genève ne peuvent jamais se désister de leur responsabilité; la CPI devient active seulement lorsque les tribunaux nationaux ne sont pas capables ou ne veulent pas devenir actifs eux-mêmes.

Idées clés du module 4

- «Le droit humanitaire stipule que ceux qui commettent, ou ordonnent de commettre des infractions graves doivent être traduits en justice.»
- «Chaque Etat signataire des Conventions de Genève s'engage à diffuser, à respecter et à faire respecter le DIH.» •

«Retour à la réalité»

suite de la page 11

vrait-il apprendre le français et l'anglais s'il ne sait même pas l'allemand?

Un domaine sans hommes

Le thème «étrangers et institutrices» est doublement tabou. L'école primaire est devenue en quelques années un domaine presque sans hommes, ce qui a des effets sur la discipline. Un des premiers hommes de gauche à aborder franchement le sujet est *Rolf Vieli,* membre du PS aux opinions «modérées» et, en tant que président de l'association *Langstrasse Plus*, un de ceux qui connaissent le mieux la réalité multiculturelle de la ville de Zurich. Selon lui, il est «très difficile» d'approcher les parents de certains enfants étrangers (Vieli a hésité à répondre quand je lui ai demandé de quelle nationalité il s'agissait. Il s'agit par exemple des Turcs, mais il estime que le fait de le dire serait «dévastateur»).

Les pères qui représentent ces familles n'acceptent pas «que l'institutrice fasse des remarques à leurs fils». Alors qu'à la maison règne un régime rigide, les enfants vivent à l'école une culture de discussion. Ils grandissent dans des mondes parallèles et se croient tout permis dans l'école émancipée. Par rapport aux générations antérieures d'immigrés, les problèmes se sont aggravés. A la différence des Italiens d'autrefois, les organisations d'étrangers des nations dominantes aujourd'hui (ex-Yougoslavie et Turquie) ne se préoccupent guère d'intégration. Pichard et Vieli demandent que les immigrés s'engagent davantage.

L'enseignant, facteur de qualité

Mais Alain Pichard ne serait pas un briseur de tabous s'il s'arrêtait au problème des étrangers. Il exprime une vérité simple mais souvent refoulée: les enseignants sont des «facteurs décisifs de qualité» de l'école.

Il existe aujourd'hui une sorte de lâcheté du système. On a tendance à déléguer les problèmes au personnel thérapeutique qui peuple les écoles en grand nombre: psychologues scolaires, spécialistes des troubles de la motricité, médiateurs, travailleurs sociaux, spécialistes de la prévention de la violence, etc. Pichard estime que d'autres investissements dans cette superstructure thérapeutique seraient «tout à fait inefficaces»: «Quand l'enseignant ne fait pas correctement son travail, tout cela est inutile.» Ici, Pichard ouvre un nouveau front, un front contre les enseignants incapables. Il est presque impossible de les licencier s'ils n'ont pas commis de délit sexuel. Ceux qui échouent sont mis en congé maladie. Le diagnostic cliniquement flou de «burnout» (ou «épuisement professionnel») qui concernerait, d'après des études actuelles, un tiers des enseignants, permet de dédommager l'échec professionnel. Dès la cinquantaine, des enseignants prennent leur retraite financée par l'Etat. Un ancien instituteur biennois de 50 ans s'adonne à la sculpture dans une ferme du Midi de la France. Un autre quinquagénaire, également en congé maladie, est un écrivain localement connu. Une collègue a été mise à la retraite avant 50 ans. Tous grâce au diagnostic de burnout.

Ce qu'il faut aux écoles, dit Alain Pichard, ce serait davantage de «culture d'entreprise». Les directions devraient assumer plus de responsabilités et pouvoir agir vite sans se heurter à la bureaucratie scolaire, surtout dans les cas d'infractions disciplinaires graves. Jusqu'à présent, elles avaient les mains liées. Les recours des parents contre l'exclusion temporaire d'un élève a un effet retardateur. Après des jours ou des semaines, une sanction n'a pas de sens. Elle doit être prononcée immédiatement et être claire et nette.

Recours aux sanctions lourdes

Un amendement législatif nécessaire est prévu dans le canton de Bâle-Campagne et sera probablement adopté par le Parlement en août. Il est le legs du président de l'Association des enseignants du demi-canton *Max Müller* qui quitte ses fonctions. Selon lui, «pendant des décennies, tout enseignant qui prononçait les mots d'*autorité* et de *discipline* était très mal vu.» Le nouvel instrument donnera aux écoles la possibilité de sanctionner les cas d'indiscipline. S'il y a menaces, voies de fait ou insultes graves, les enseignants pourront agir immédiatement et envoyer pour un certain temps les délinquants dans une institution. Selon Müller, non seulement les enseignants mais l'école elle-même doivent retrouver une certaine autorité, sinon les situations comme celles de Zurich vont se multiplier. Là-bas, en 2000, dans la circonscription scolaire d'*Andreas Rüegg,* deux élèves auraient menacé de mort un enseignant. Les mettre à pied, avait-on dit alors, aurait été une mesure «déplacée». •

Source: *Die Weltwoche* du 12/4/2007
(Traduction *Horizons et débats*)